

LE PEUPLE BRETON

5^f
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

NUMÉRO 211
JUILLET 1981

LE COLON
DU BOIS DE LA LANDE

UN JOUR
AVEC...

JEAN KERGRIST



LA DÉCENTRALISATION SELON DEFFERRE

Hall de Musique
- Instruments
- Partitions
10, rue du Préfet Bollignon
QUIMPER
Tél. 55.49.12

An Triskell Musik
- Disques - Instruments
- Partitions
49, rue du Mur
MORLAIX
Tél. 88.23.67

RESTAURANT - BAR
Le Vatel
Spécialités :
Fruits de mer - Poissons - Plats régionaux
23, rue Fautras 29200 BREST Tél. 44.51.02
DIRECTION - GÉRARD LE SANN

LIBERTY
BAR - SNACK
Consommations de 1^{er} choix
Musique tous les soirs
Tél. (98)40.90.92
3, rue Jacques-Cartier
35400 SAINT-MALO

NELLO SBAIZ SPORTS
Sports d'équipe - Tennis - Loisirs
3, rue Vauban - 56100 LORIENT
Téléphone : 21.22.91

les presses bretonnes
Z.I. « Les châteaux », PLOUFRAGAN/SAINT-BRIEU
Téléphone : (96)94.01.44
Imprimerie TYPO-OFFSET - FORMULAIRES EN CONTINU

SKALIEROU
A-BEP-SEURT
Fénéters - Portes - Volets
Yann GUEGUEN
Dour ru - Plomelin
Tél. 55.11.42 KEMPER

PLOMEUR SHOP
L'ATELIER DU CUIR
Route du Guilvinec, 29120 Plomeur
MAROQUINERIE
PETITE MAROQUINERIE
ARTICLES DE BUREAU
Directement chez le fabricant
Prix exceptionnels

CAFE DES MOUETTES
CUINISS A LA PRESSION
-
PORT DE COMMERCE
BREST
Tél 44-33-21

Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»
DÉCOUVERTE

Il serait dommage que nos visiteurs d'un été repartent sans avoir fait leur inventaire de la presse en Bretagne. Inventaire qui ne peut être complet qu'avec l'étape de lecture prolongée du Peuple Breton. Histoire de remettre certaines idées en place, d'apporter notre modeste contribution à la formulation de quelques re-définitions, à notre sens indispensables: «ici, c'est pas comme chez vous, mais c'est pas forcément ce qu'on vous a dit que c'était».

Dans un autre domaine, il est tout à fait plausible que, parmi les arpenteurs ponctuels du paysage breton, il s'en trouve quelques-uns chez qui sommeille un souscripteur ne demandant qu'à s'exprimer. Ceux qui nous soutiennent financièrement (qui ont pris mentalement cette saine habitude) peuvent à l'occasion leur expliquer la marche à suivre. Une preuve de plus de leur attachement à l'existence de leur journal.

6^e liste

J. Giovannelli, Inzinzac Lochrist	50,00
A. Gallias, Carnes (9)	20,00
P. Scarnière, La Blauë	50,00
Gilbert E. Larvolon	30,00
C. Chouffut, Maurepas (78)	30,00
J. Corbel, Chateaudren	50,00

C. Hervé, Plourin	20,00
J.L. Derrian, Grandchamp	20,00
B. Hriren, Paris (75)	20,00
M. Galois, Fontiers (89)	20,00
J.P. L'Herc, Herouville St Clair (14)	98,00
D. Hémy, Brest	20,00
Jocelyne T. Champeuil (91)	20,00
J.Y. Quetier, Meaux (77)	20,00
J.M. Le Cunff, Locmalo	30,00
B. Faust, Rosporden	20,00
E. Cahillac, Audierne	20,00
M. Augrand, Guidel	20,00
S. Rivalain, Guéméné sur Scorff	10,00
P. Scarnière, Concarneau	40,00
L. Fravallo, Rennes	20,00
C. Le Fric, Coussainville (95)	20,00
D. Challois, Brest	20,00
M. Flach, Locunole	20,00
Y. Pleiber, Flabennec	20,00
J. Louer, Concarneau	20,00
J. Nicolas, Paris (75)	20,00
J. Mevel, Pontivy	20,00
H. James, Brest	90,00
F. Berthon, Brest	70,00
P. Le Squer, Paris (75)	20,00
J.P. Salavin, Orsay (91)	20,00
F. Guéguenat, St-Viv	50,00
J.P. Quivener, Braspart	20,00
Jean-Claude M. Pont l'Abbé	20,00
Alan Le D. Bercodet	20,00
J. Scardille, Dreux (28)	20,00
M.L. Gallien, Nioul le Dolent (85)	20,00
F. Olivier, Pleyber Krist	50,00
Mme Goiran, Toulouse (31)	20,00
J.F. Guézennec, Paris (18)	20,00
François P., Sotteville les Rouen (76)	20,00
Y. Blanchard, Fontenay aux Roses (82)	100,00
Nelly R., Pont Château	50,00
P. Queneherve, Cattenon (57)	50,00
Y. Daniel, Rennes	50,00
Y.B. Montreer, St-Brieuc	150,00
J. Quéffelec, Brest	20,00
Marie G., Rennes	30,00
M.L. Muzellec, Brest	20,00
J.L. Le Moë, Lambton	20,00
D. Niot, Angers	20,00
C. Olivier, Larmor Plage	50,00
René M., Douarnenez	20,00
E. Allain, Gourm	30,00
M. Le Brumant, Rosporden	20,00
François Le R., Rennes	20,00
F. Dren, Quimper	50,00
J.C. Faujour, Ploumouren-Menez	20,00
Total 6 ^e liste	2048,00
Rapport liste précédente	12.159,20
TOTAL	14.207,20

SOMMAIRE

EDITORIAL
POUR UNE GAUCHE MULTIPLE ... 4

POLITIQUE
LA DÉCENTRALISATION
SELON DEFFERRE ... 6
LE SECRET DE POLICHINELLE ... 5
QUELLE AMNISTIE ? ... 8

ELECTIONS
LA BRETAGNE A VIRE A GAUCHE ... 9
LES CARTES DE LA BRETAGNE ELECTORALE ... 10
LES RESULTATS DE L'U.D.B. ... 12

AGRICULTURE
LA CRISE DES PRIMEURS ... 16

COLONIALISME
MAGOUILLES A PENESTIN ... 15

SOCIÉTÉ
PLOGOFF : EN ATTENDANT AMÉLIE ... 17
BREST : PUSSEZ-VOUS, ON DÉMÉNAGE ... 17

INTERNATIONAL
NICARAGUA - DU PAIN AVEC LA DIGNITÉ ... 20
QUE VEUT ISRAËL ? ... 23
PEUPLES DU MONDE ... 22

UN JOUR AVEC
JEAN KERGRIST : LE CHARMÉ DÉCAPANT D'UN CLOWN EN BALADE ... 24

CULTURE
GILLES SERVAT : HOMMAGE A RENÉ-GUY CADOU ... 28
POUR APPRENDRE LE BRETON CET ÉTÉ ... 27

RUBRIQUES
CHICHE ... 5
LE PROBLÈME BRETON ... 18
P.B. SERVICE ... 27
COURRIER DES LECTEURS ... 30

Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

Faites confiance à...

Alimentaires

EUROMARCHÉ
une nouvelle race de magasins
Boulevard de Plymouth
BREST
Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.
(le samedi de 9h. à 19h.)

« LE PEUPLE BRETON »
Mensuel
Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX
Tél. : (98)46.18.24

Rédaction : Pierre Gallais
Directeur de la publication : Jean Guégueniat

ABONNEMENTS
Ordinaire : 50 F
De soutien : à partir de 70 F
Etranger : 60 F
Etranger (par avion) : 75 F
C.C.P. 2365-76 RENNES

JF KERVERN
LA NATURE DANS
VOTRE SALLE DE BAINS
29214 LANDEDA - Tél. (98)04.93.10

CEYLAN
VENTE ET DÉGUSTATION DE THÉS
Jus de fruits - Glaces - Pâtisseries Maison
Spécialités Anglaises
43, rue du Mur - MORLAIX
Téléphone : 88.36.43

Composition mécanique
Imprimerie de l'Étoile - Brest
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41.387
Dépôt légal : 3^e trimestre

CHANGEMENTS D'ADRESSE
Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

AGENCE IMMOBILIÈRE PENN-AR-BED
PRIGENT, 27, rue du Mur - 29210 MORLAIX - Tél. 88.49.52
Pour vous libérer de vos problèmes d'emplois ou réaliser votre « AN DISTRO », nous vous proposons sur départements 29-22-56 un grand choix de fonds de commerce (bars, bar s-tobacs, restaurants, librairies, disques, boulangeries, alimentation, garages, sports-loisirs-plaisance, cadeaux-souvenirs, confections, prêt-à-porter, crêperies, poissonneries, boucheries-charcuteries, traiteurs, pus de porte, locaux commerciaux, etc.) Conditions particulières aux lecteurs de « PEUPLE BRETON ». Consultez-nous.

Edito

Au 1^{er} plan, Fañch Morvanou, Jean Beaufort, Louis Le Pensec et Jean-Pierre Jeudy, lors d'une réunion unitaire à Châteaulin.



Le Peuple Breton

POUR UNE GAUCHE MULTIPLE

COMME l'a souvent dit Poniatowski, « Perspectives et Réalités ». La réalité, en ce début d'été, c'est que la droite n'a plus beaucoup de perspectives, et que l'horizon pour les travailleurs de ce pays s'est brutalement éclairci. Avec Giscard, c'est un verrou qui a sauté (le mot est encore de Poniatowski) et on a vu, en quelques semaines, ce qui était, la puissance des télévisions aidant, considéré comme l'utopie, le rêve, ou l'horizon 2000, devenir tangible, accessible, proche.

L'augmentation des bas salaires ? Elle devait mettre en péril les entreprises... La réduction du temps de travail ? Vous n'y pensez pas ! Et la concurrence étrangère ? Les réformes sociales ? On avait déjà été aussi loin que possible... Le nucléaire ? C'était une question de vie ou de mort... La droite croquemitaine subit une déroute à la mesure de ses mensonges, la voici réduite à la mesure, aux tripotouillages, la voici sous son véritable aspect, celui d'une outre dégonflée. Comme l'a dit son chantre Alain Peyrefitte : « Quand la Chine s'éveillera... » C'est la France qui s'est réveillée d'un sommeil de vingt-trois ans !

Et la Bretagne avec, et même plus violemment encore ! La vieille terre des prêtres, qui eût parié sur son virage à gauche ? La mutation, on la sentait venir depuis une bonne douzaine d'années, elle avait surgi sur le plan électoral aux municipales de 1977.

La plupart des grandes villes bretonnes se dotaient alors d'une direction P.S., P.C., U.D.B. L'échec de la gauche en 78 n'avait pas réussi à masquer la montée en Bretagne des idées progressistes. En 81, elles éclatent : droite et gauche à quasi-égalité pour les présidentielles, et enfin, pour la première fois, la gauche majoritaire dans 19 circonscriptions sur 33 aux législatives de juin. Si l'adjectif si souvent employé ces temps-ci a un sens, c'est bien chez nous : les élections de mai-juin ont été, en Bretagne, « Historiques ». La terre des chouans a fait sa révolution.

Avec quelques semaines de recul, on mesure mieux ce à quel on a échappé avec le départ de Giscard et de sa clique. Tout était en place pour une nouvelle avancée de la société de l'argent. La privatisation du secteur public, la braderie de tous les services rentables, depuis la S.N.C.F. jusqu'à l'agence A.F.P., tout était dans les cartons, et les hommes-liges s'approprièrent à accroître encore leur emprise. L'alignement de l'industrie sur les normes de la compétition internationale et de la nouvelle division mondiale du travail préparait de nouveaux trains de chômeurs qui ont auréolés en développant encore plus le secteur assisté de la population.

Mais les volets à la porte, et avec eux bon nombre de ces notables qui avaient fait de la Bretagne leur chasse gardée. On en a bien gardé quelques-uns, Guichard, Madelin, Marcellin, Bonnet, Méhaignerie ; d'autres s'étaient mis à l'abri au sénat, comme Lombard et Bécam ; mais la plupart ont été balayés avec la droite, Bérést, Guernuer, Couppez, Cressard. Leur départ c'est aussi un verrou qui saute en Bretagne.

Le P.S., maintenant omnipotent, a beaucoup à défaire, et il s'y est mis : Plogoff, si longtemps symbole de la lutte pour les libertés bretonnes, on espère qu'on n'en parlera plus. La centralisation, la mise en cause systématique des conquêtes ouvrières, le démantèlement de l'école, on semble s'y attaquer.

Le P.S. a beaucoup à défaire certes, mais il a beaucoup à faire aussi, et là, on voit beaucoup moins clair ; comment compte-t-il

réaliser l'industrialisation de la Bretagne ? Se servira-t-il, pour y parvenir, des nationalisations ? Pour le moment, on n'en sait rien. Le programme du Parti Socialiste pour la Bretagne, élaboré avant les Présidentielles, à une période où l'on n'y croyait pas trop, est un appendice sans beaucoup de spécificités accolé au programme P.S. pour la France. Rares ont été les candidats socialistes à avoir développé pendant les législatives un programme pour la Bretagne. Leur succès chez nous a trop souvent tenu à un slogan qu'on croyait d'un autre temps : « Un député pour le Président ».

Qu'en sera-t-il de la Bretagne, terrain militaire ? Qu'en sera-t-il de l'intégration de Diwan au service public de l'éducation ? Qu'en sera-t-il même de la question de l'enseignement privé qui pourrit depuis 75 ans la vie politique bretonne ? S'y attaquera-t-on enfin, ou le laissera-t-on en l'état ? Qu'en sera-t-il de l'amnistie des prisonniers politiques ? Qu'en sera-t-il de l'intégrité territoriale de la Bretagne ?

Nous avons assez fait pour résister au pouvoir giscardien, pour le battre, pour avoir le droit de poser ce genre de questions. Nous avons, pendant ces élections, dénoncé les méfaits de la droite en Bretagne, nous avons assez mis les idées progressistes en avant pour exiger des bénéficiaires uniques des efforts communs des réponses claires.

Au-delà de la victoire de la gauche, il faut être lucide. Après le règne de la droite, nous voici arrivés à la domination sans partage d'un parti socialiste plus ou moins rosâtre ou se précipitant déjà les opportunistes et les ambitieux... les mêmes qu'hier.

La gauche sort des législatives mal équilibrée. La majorité absolue au P.S. c'est un risque pour son efficacité — il est même des militants socialistes qui le reconnaissent. Certes, le Parti Socialiste est favorable au droit à l'extérieur même du Parti Socialiste ! Or, il y a des signes qui doivent être pris en considération. La purgatoire de Jean Giovannelli pour cause de signature donnée à Jean-Yves Le Drian ! La volonté d'établir une « administration socialiste » dans les municipalités qu'il contrôle en est une autre, plus gênante sans doute...

pour réussir, la gauche doit être multiple, elle a besoin de toutes ses forces vives, elle ne peut se réduire à une seule de ses composantes*. Le score très faible du parti communiste a peut-être satisfait les Américains ; il est plus inquiétant pour les travailleurs. La marginalité des autonomistes en Bretagne, si elle est moins évidente que le recul du P.C., ne leur permet quand même pas de traiter d'égal à égal avec le P.S. Et pourtant, en matière bretonne, il lui faudra un sacré agouillon, à ce parti socialiste !

Les Français — et les Bretons — ont mis des espoirs immenses dans la victoire de François Mitterrand. Le P.S., qui en a reçu la garde entière, devra surmonter ses tentations de parti unique. Sans quoi, mai 81 n'aura été que pour les travailleurs, qu'une victoire confisquée.

La gauche compte maintenant en Bretagne 19 députés socialistes, 0 communiste, 0 autonomiste.



U.D.B.

CHICHE ? ...

Votez pour moi, je n'arrive à rien

L'Étriste Eugène Bérést, ancien député et ancien maire de Brest, en était à sa sixième étiquette différente, à ces dernières législatives. Pas étonnant dans ces conditions, qu'il émette quelque peu les pinceaux. Ainsi, dans sa profession de foi électorale, le leader giscardien brestois, exposant son bilan se félicitait que sa proposition faite parait-il depuis trois ans, d'un ministère de la mer ait enfin été acceptée ! Et d'expliquer alors qu'il s'agissait de voter pour ceux qui, tout ce temps durant, avaient jeté ses suggestions au panier.

Ministre de la vague

TOUJOURS au soir du 14 juin, le suppléant UDB de Concarneau, téléphone à la mairie de Mellicac pour avoir les résultats complets du vote, il tombe sur Le Pensec lui-même qui lui répond avec simplicité :

« Eh bien, je suis élu ! »

— Oui, mais les autres...

Et comme les gestes ne passent pas au téléphone, la conversation en est restée là.

Ce n'est plus le Ministre de la Mer, c'est celui du ras-de-marée !

Rageant

On va vous raconter ici la triste histoire, survenue le 14 juin à un militant UDB de Brest chargé ce jour-là de présider un bureau de vote. Dans le courant de l'après-midi, alors que la chaleur tarit notablement le flux des électeurs de son quartier, il sort prendre l'air dans les environs. Et voici qu'à un coin de rue, ce brave garçon voit une petite dame qui est tombée en contrebans du trottoir et n'arrive plus à se relever. N'écoulant que son courage il se précipite pour l'aider et aperçoit alors que son sac est ouvert, laissant échapper la carte d'électeur, et soigneusement pliée... un bulletin de vote au nom de son candidat favori ! Engager la conversation, s'imposait donc :

« Alors, Madame, on va voter ? »

— Aller voter ? J'ai été, que c'est ! »

Généreux dans l'adversité, le militant UDB, ne l'a pas rejetée au ruisseau.

F.L.F.

LES signataires de cet appel partagent la même inquiétude : notre identité nationale, notre langue, l'expression de notre culture sous ses formes les plus diverses sont menacées... Voilà qui promet surtout quand on repère parmi les signataires un certain Jean Bothorel, journaliste, ancien FLB et auteur d'un brûlot sur La Bretagne contre Paris. Mais l'appel en question a une suite : « Il faut qu'il (le Président de la République) consacre aux problèmes de langue et de culture, chaque jour davantage liés à la révolution technologique, les études sérieuses et les quelques dizaines de millions sans lesquels la France disparaîtrait en tant que nation identifiable ».

Alors Jean, dormira-t-il dans les cartons un projet de FLB à présent ? A quand les premiers « Bretoned, go home » placardés sur les murs de la ville-lumière ?

Inquietant...

PEINTURE
MOQUETTES
PAPIERS PEINTS
TISSUS MURAUX
AMÉNAGEMENT
D'INTERIEURS

iroise-décor

B. LEPROCHON/31, RUE INKERMANN/29200 BREST
TEL. 02.00.33

LE SECRET DE POLICHINELLE

Le fait marquant de ces quatre tours d'élections en deux mois aura été sans conteste l'apparition d'un parti politique : la droite. Foin des sigles cabalistiques et autres étiquettes à rallonge qui embrouillent le lecteur et l'électeur. Le faisant oublier de sa langue maternelle ! L'éclosion de ce vocable de six lettres aura eu le mérite de pratiquer une brèche salutaire dans la jungle des voyelles et consonnes pointées.

Nouveau, ce parti ne l'est pas à proprement parler. Il a vingt-trois ans d'existence, mais ses bougies d'anniversaire n'ont jamais été soufflées devant le grand public. Pour des raisons de la plus élémentaire équité : la liste des invités n'aurait pu être dressée que par écrémage, et seule une minorité aurait eu droit à sa part de gâteau. Alors, plutôt que de se commettre dans ce genre d'inélégance, les membres de cette mouvance ont préféré dissimuler sa réalité sous une série d'appellations plus ou moins fantaisistes que chacun a encore en mémoire.

Le paravent n'a pas trop souffert des mites qui finissent toujours par pointer leurs mandibules lorsque le pouvoir prend de la bouteille. Dans nombre de gazettes, un chat n'était pas appelé un chat, mais matou, greffier quand ce n'était pas raminagrobis.

Il a fallu que se termine la première décennie de mai 1981 pour que, au terme d'une descente en chute libre, la droite soit reconnue comme nom tout ce qu'il y a de commun.

A présent, plus aucun mystère : elle peut se targuer de bénéficier d'une sorte d'état de grâce linguistique, que sa soeur ennemie, la gauche, avait acquis depuis longtemps. La machine à laver le linge sale en famille a reçu un nouveau programme, le temps d'un scrutin a suffi à la dégonfler. C'est en entrant dans l'opposition que la droite peut désormais sortir au grand jour.

Mais, soyons juste : ce n'est pas parce qu'elle avait, durant près d'un quart de siècle, joué à cache-cache que personne ne s'était aperçu de sa présence. L'exercice de son apostolat s'étant basé sur la monoculture du blé et sa récolte exclusive, elle avait fini par rendre méfiants ceux qui en étaient privés ; d'autant plus que c'est eux qui le faisaient pousser. Et l'ivraie — cette plante biblique qui a fait ses preuves — qu'elle se plaisait à semer en doute, histoire de jeter le trouble dans les esprits, à deux inconvenients majeurs : elle est un peu trop voyante et met en panne les moissonneuses.

Patric Kerman.

LA « GRANDE AFFAIRE » DU SEPTENNAT ?

La décentralisation selon Defferre

La décentralisation sera-t-elle vraiment « la grande affaire du septennat » ? On semble, dans l'entourage de François Mitterrand, décidé à agir vite.

Dès l'annonce de la victoire de la gauche, le dix mai, on en a parlé. La première parole du premier responsable socialiste interrogé cette soirée-là, Michel Rocard, a été pour confirmer cette intention, et Pierre Mauroy n'a guère tardé à prendre le relais. C'est — comme par hasard — à Rennes et à Nantes qu'il a, début juin, abordé le sujet.

Bien sûr, il n'y a pas grand risque à affirmer que la France, dans son organisation administrative, est un véritable monstre, une tête hypertrophiée sur un corps devenu gracile. Seule de surcroît, depuis que la vieille Espagne franquiste a rabattu ses prétentions d'état centralisateur, Mauroy et Defferre n'ont pas hésité devant le constat, et c'est bien.

Mais que proposent-ils en échange ? Pour le moment, c'est plutôt flou...

Décentraliser ou régionaliser ?

« La réforme régionale » avait dit Rocard. Régionale ? Il n'y avait pas forcément lieu de s'offusquer... Le terme masque, c'est entendu, l'existence des peuples particuliers de l'hexagone, il a une résonance nettement administrative. Parfois même péjorative: la littérature régionaliste, voilà qui fleure bon

son parfum réactionnaire... Mais c'est un mot qui évolue, dans le vocabulaire politique, et, à défaut d'autonomie, ce qui est quand même autre chose, on l'acceptait volontiers.

C'est donc avec quelque surprise qu'on a appris lors de la formation du gouvernement, qu'on en revenait à la simple décentralisation, une décentralisation qu'on confiait d'ailleurs au dangereux autonomiste, le ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, on avait échappé de peu à Chandernagot ! Et on s'apercevait brutalement que la décentralisation, qui n'avait donc rien à voir avec la planification risquait d'être avant tout une affaire administrative...

Alors, les peuples de France derrière un guichet ?

Les projets de Gaston Defferre

« Une révolution tranquille » pour Pierre Mauroy : « Beaucoup plus qu'une réforme de l'Etat », pour Gaston Defferre, quelles sont donc, au juste, les intentions ? C'est pour le moment Defferre qui s'est le plus expliqué, dans une longue interview que « Le Monde » a publiée le dix juin. Ce qui y est le plus apparent, c'est la mise au second plan, pour ce qui concerne le niveau régional, des questions économiques et politiques. « L'aménagement du territoire, dit le Ministre de l'Intérieur, est un aspect important, comme la planification, mais ce n'est pas la partie principale... ». En effet, c'est un technicien qui a été

nommé Délégué à la Décentralisation, Pierre Lalumière, le mari de Catherine, un spécialiste reconnu des finances locales, mais pas un politicien... C'est cette option « technique » que semble adopter Gaston Defferre, qui fera passer l'échelon communal et départemental avant l'échelon régional dans le débat qu'il va proposer au parlement.

Ses priorités sont, au demeurant parfois étranges. C'est ainsi qu'il annonce, que la concertation — vaste comme il se doit — aura lieu après le vote de la loi dès la prochaine session parlementaire. Vaut-on de la sorte éviter de se frotter aux réalités des peuples minoritaires de l'Hexagone, dont les problèmes ne sont pas, par définition, d'essence régionale, mais nationaux ? Pas impossible, si l'on en juge par ceci, alors qu'on a reçu beaucoup de monde, en mai, à l'Elysée, à Matignon et dans les Ministères, on n'a pas jugé utile de parler avec les autonomistes. Vaut-on faire la régionalisation sans eux, ou même contre eux ?

A partir du projet socialiste comme Front commun, il existe au PS et au gouvernement plusieurs interprétations. Celle du « Projet Socialiste pour la Bretagne » en donne une version maximale* (à l'échelle du PS). Celle de Defferre et Mauroy trahit considérablement. Mauroy a d'ailleurs fixé quelques limites. Expliquant que dans le système actuel, 19% seulement de tous les impôts confondus reviennent aux collectivités locales (communes, départements, régions) il propose de porter ce chiffre à... 25% !

La « grande affaire du septennat » tiendrait donc dans ces 6% de mieux...

LA RÉFORME RÉGIONALE :

Un grand, mais un premier pas

La réforme régionale est sans doute l'un des domaines où l'UDB, peu se sentir le plus proche du PS pour la raison très simple que ce parti a repris à son compte les propositions que nous faisons dès notre création en 1964.

Le manifeste breton du PS reprend la proposition de loi Le Pensec de 1979. Les promesses de François Mitterrand allant en ce sens et la création d'un ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation ainsi que celle d'un ministère du Plan et de l'Aménagement du territoire augurant bien de cette volonté de réformer l'Etat.

L'UDB approuve donc pleinement la transformation de la région en collectivité territoriale, l'élection d'une Assemblée au suffrage universel avec scrutin proportionnel, la suppression des préfets, le lien établi entre planification économique et aménagement du territoire. Sans mettre en cause la volonté du gouvernement d'appliquer rapidement ces réformes, il nous faut cependant, pour la clarté du débat politique en souligner les limites et les imprécisions concernant notamment :

— **Les institutions.** Pour l'UDB, la région ne doit pas être un véritable échelon de gestion mais un véritable lieu de décision ou convergeraient les anciens pouvoirs des ministères parisiens et des départements dont nous demandons la suppression. Le Comité économique social et culturel devra par ailleurs accueillir une majorité de travailleurs.

— **Les ressources financières.** Le projet PS est encore imprécis. L'UDB pour sa part a fait des propositions pour opérer un transfert de ressources de l'Etat à la région, mobili-

ser l'épargne locale, créer une comptabilité et un institut financier régionaux et créer de nouvelles ressources financières propres.

— **Le cumul des mandats.** L'UDB demande qu'un mandat régional soit incompatible avec la députation afin que ne se crée pas un clientélisme régional lié à la personnalisation du pouvoir. Elle demande une réforme du Sénat qui serait composé de délégués des régions et non de notables.

— **La planification et le contrôle économique.** L'UDB estime que la décentralisation serait un leurre sans l'appropriation par la collectivité des grands moyens de production et d'échange afin de garantir à l'Etat le pouvoir d'ouvrir au développement des régions sous-industrialisées. Les Bretons doivent pouvoir, grâce à leur assemblée, contrôler les secteurs-clés de leur économie.

— **La Loire-Atlantique.** Il est à craindre que le vaste débat promis par le manifeste PS ne débouche que sur un vœu pieux. L'UDB pour sa part demande que les compétences de l'assemblée régionale soit étendue à la Loire-Atlantique, arbitrairement séparée de la Bretagne par le pouvoir de droit.

En résumé, l'application du programme du parti socialiste serait un grand pas en avant mais ne garantirait pas définitivement l'avenir de la Bretagne, l'arrêt de l'intégration économique et de l'assimilation socialiste qui cesserait les mentalités administratives anciennes et garantirait au peuple breton la possibilité de prendre leurs affaires en main et de construire un vrai socialisme aux côtés de leurs camarades des autres régions et des autres pays.

Et les préfets ?

C'est assez confortable tant qu'on est dans l'opposition, de demander la suppression des préfets. Quand on a le pouvoir, et surtout si l'on est ministre de l'Intérieur, on a tendance à les trouver bien pratiques. On ne sait pas encore si le parti socialiste va résister à la tentation, mais Defferre semble prêt d'y succomber. Les préfets, ils proposent, de leur changer de nom et — soyons honnêtes — de réduire considérablement leur pouvoir, plus question de leur confier l'exécutif, mais ils restent les représentants de l'Etat. Quant aux sous-préfets, Defferre est formel, ils seront maintenus : ils ont fait leurs preuves !

La planification régionale est sans aucun doute l'aspect le plus intéressant des projets gouvernementaux, mais là aussi on nage dans le flou. Par qui ces plans régionaux seront-ils élaborés ? Les travailleurs auront-ils voix au chapitre ? Comment se fera l'articulation avec le plan national ? Gaston Defferre déclare que le plan national sera soumis « pour avis » aux régions, mais qui, en définitive, prononcera les arbitrages ?

Cet ensemble de questions se posent d'autant plus que l'interlocuteur privilégié de l'Etat, c'est-à-dire l'Assemblée Régionale, Gaston Defferre ne semble pas spécialement pressé de la mettre sur pieds. Chaque chose en son temps, précise le maire de Marseille. On y viendra certainement ! Le PS ne peut se reposer sur une promesse aussi importante, mais l'élection des assemblées régionales au scrutin proportionnel ne apparaît comme la couronne sur un édifice bâti pour l'administration et pour la technique. Elle risque d'être une superstructure et non le fondement même du pouvoir à l'échelon régional. On y revient, c'est donc bien de décentralisation qu'il s'agit. L'autonomie est encore lointin !

Une réponse à la crise ?

La réponse du ministre de l'Intérieur en matière de découpage régional est, elle aussi, significative. Defferre admet la nécessité d'un nouveau découpage, mais à aucun moment il n'évoque d'y intégrer les peuples de l'hexagone. Il

WARENGHEM LANNION

Tél. : (96) 37.00.08

Toutes liqueurs Spécialités bretonnes



vannes nature

Aliments naturels Diététique - Esthétique

25, rue des Halles Tél. : (98) 54.11.22



Assier/Gamma

LE GUEN

UN MENUISIER DE MÉTIER

GUISSÉNY - Tél. 83.81.41
Route de Lesneven



- Toujours pour mieux vous servir, dans notre magasin entièrement réaménagé, vous trouverez :
- Des portes d'entrée, portes intérieures petits carreaux, portes à panneaux, toutes nos fabrications de menuiserie.
 - Des cuisines aménagées avec nos modèles 81.
 - Des salles à manger, des salons, des chambres tous styles.
- CHOISISSEZ TRANQUILLEMENT DANS UN GRAND MAGASIN OÙ DES GENS DE MÉTIER VOUS ATTENDENT

Ouvert de 8 h. à 18 h. 30 du lundi au samedi

cuisines L.G. Meubles LE GUEN S.C.M.A

faudra des régions plus grandes, dit-il. Pourquoi? Pour des raisons d'efficacité à l'échelon européen? C'est encore la réponse technique, voire technocratique qui s'impose. L'attitude même de Defferre à ce propos est révélatrice: «**Inutile d'accumuler les difficultés avec un redécoupage des régions ou des départements.**» Autrement dit: habitants des régions ne compliquez pas la vie des grands décentralisateurs avec vos petites questions locales.

Balayé donc, le département basque? Balayé donc, la Loire Atlantique en Bretagne? Pas sûr, mais c'est loin d'être gagné. Ce n'est pas le moment de diminuer la pression!

S'il ne s'agit donc aucunement de reconnaître l'expression politique des peuples de France, quel est donc le sens de la régionalisation annoncée? C'est certainement l'un des moyens envisagés par le PS pour répondre à la crise. Pour résister à la division internationale du travail décidée par les multinationales, on peut également tenter une division régionale. L'arme peut être intéressante. Elle a d'ailleurs été utilisée ailleurs par certains pouvoirs, y compris de droite! La frontière est bien mince, alors, entre une résistance à la crise et une dilution organisée de celle-ci...

Or, on ne trouve dans les projets PS aucune volonté de redistribution régionale des richesses. Les régionalisations on n'envisage guère d'en faire profiter en priorité des régions que le capitalisme a rendues exsangues. On ne trouve guère la volonté de fonder la régionalisation sur les forces populaires. Pire, quand Defferre veut exprimer l'unanimité du gouvernement, sur le sujet, il donne comme seul exemple celui «**des chefs d'entreprises obligés d'aller presque toutes les semaines à Paris pour traiter leurs affaires ou faire avancer leurs dossiers.**»

Pas un mot en revanche, sur l'emploi régional, sur la mobilité de main d'œuvre, mais les couplets habituels sur «**la décentralisation qui préservera et renforcera l'unité nationale**» sur «**les habitants de la province qui deviendront des habitants majeurs et responsables.**» On croirait lire du Pleven...

Defferre fixe enfin les limites de sa volonté décentralisatrice: «**La France aura plus de chances de devenir une nation moderne, compétitive, capable de soutenir la comparaison et la concurrence avec les Etats les plus avancés.**»

On y revient donc: décentraliser, c'est un moyen de contourner la crise — ce n'est pas négligeable mais ce n'est pas forcément une solution de gauche. Ce n'est pas non plus, contrairement à ce que le PS, particulièrement en Bretagne, laisse entendre, une reconnaissance du droit à la différence pour les travailleurs des régions de l'Hexagone.

Les projets restrictifs de Gaston Defferre représentent un aménagement du fonctionnement de l'Etat Français. Tout, bien sûr, n'est pas à rejeter, mais l'erreur serait de s'y laisser prendre, comme si un but était atteint. La lutte pour l'autonomie socialiste n'a rien perdu de sa nécessité.

Jean Guéguénat.

* Voir encadré.

UNE AMNISTIE SÉLECTIVE ?

Inquiétude aussi en ce qui concerne la loi d'amnistie. Ça a quel-que peu cailloué en juin, du côté de Maurice Faure. Selon le ministre radical, la cour de sûreté de l'Etat est à supprimer, mais c'est quand même sur ses jugements qu'il se fonde pour des libérations sélectives! «**Les trois cinquièmes des condamnés seront concernés par l'amnistie**» a déclaré le 10 juin à l'AFP le garde des Sceaux. Il restera donc dans les prisons françaises une cinquantaine de prisonniers politiques!

Quels seront-ils? Des Corsas, des Bétons, des Basques, des Guadeloupéens et des Guyanais... Ils forment l'écrasante majorité des condamnés par la Cour de Sûreté de l'Etat. Quels seront les critères retenus? Forcément les critères d'une juridiction d'exception dont on admet par ailleurs que les jugements ont été dictés, non en fonction de la gravité des délits, mais par la volonté politique de l'ancien pouvoir. Singulière contradiction!

Et quelle erreur! En sélectionnant ses prisonniers politiques, le nouveau pouvoir se met en position de faiblesse de deux manières. Il enflamme à nouveau un abcès qui il-

fallait crever définitivement; il démarre un septennat avec des prisonniers d'opinion dans ses gésies...

La seule signification possible pour une amnistie, c'est la reconnaissance que les délits commis étaient des erreurs politiques, et que c'est politiquement qu'ils doivent être sanctionnés. Concernant les détenus nationalistes des divers peuples de l'Etat français, elle ne peut être que totale. Or, Maurice Faure semble se pencher bien plus sur les droits des anciens militaires de l'OAS...

Si des détenus politiques bretons devaient rester pour de longues années en prison après la loi sur l'amnistie, Maurice Faure porterait une lourde responsabilité: celle d'un révélateur de l'action violente en Bretagne. Ça serait grave pour l'image de marque du pouvoir de Mitterrand, ça serait grave pour l'action politique en Bretagne, qui retomberait dans la confusion...

Le remplacement de Maurice Faure par Robert Badinter modifie peut-être ces projets. C'est en tous cas une garantie de justice scrupuleuse...

POINT P.S.L.M.
5, rue Gustave-Zédé
Brest - Tél. 02.12.20

Sanitaire **Porcher**
Chauffage **Buderno**
Isolation **Isover**

LES BONNES
ADRESSES
DE L'ARTISANAT

Cissages de Locmaria
AU VIEUX QUARTIER
DE LA PLACE AU BEURRE
G. et J.-M. LE BERRE
15-17, rue du Salé
Tél. Magasin 95.41.51
Vêtements - Poteries - Bijoux - Laines
Artisanat Traditionnel et Contemporain

LA GRANGE
Artisanat d'Art
CLAUDIE
soies peintes - peintures sur tissus
4 bis, rue des Menhirs
56410 ERDEVEN - Tél. 52.50.50

JEAN-CHARLES GICQUEL
Gwenn
Porcelaines blanches
7, Avenue Victor-Hugo - VANNES
Téléphone : 47.31.38

LÉGISLATIVES 81

LA BRETAGNE A VIRÉ A GAUCHE !...

Faute d'une presse quotidienne au service de l'ensemble des Bretons, c'est sans doute «**Le Peuple breton**» qui apprendra la nouvelle à nos concitoyens: **avec 51,7% des voix au 1^{er} tour, des législatives de 1981, la gauche est pour la première fois majoritaire — et nettement — au sein de l'électorat breton.** 3 départements, Côtes du Nord, Finistère et Loire-Atlantique sur 5 ont donné des majorités de gauche dès le 1^{er} tour. Pour la Bretagne officielle, à 4 départements sans la population ouvrière de la Basse-Loire, la gauche atteint 48,33% des voix, ce qui contredit aussi l'image classique de la Bretagne, bastion de la droite conservatrice (1).

Le transfert de l'électorat breton vers la gauche s'était amorcé aux législatives de 1978 (voir le peuple Breton n° 173, avril 1978). Le 1^{er} et le second tours des présidentielles de mai 1981 ont accéléré le mouvement, qui vient de s'accroître encore en juin. **Par rapport à 1978, la gauche progresse de 8,8% en Bretagne, de 4,2% en France.**

I — La poussée de la gauche

% Gauche		
1973	1974	1978
37,3	37,6	42,9
1981 (présid. 1 ^{er} tour)		
47,5		
2 ^e tour		
49,25	Législatives 81 (1 ^{er} tour)	
	51,71	

Il y a 19 ans, en 1962, la gauche ne représentait en Bretagne que 26,8% des voix soit un peu plus du quart. Aujourd'hui, cette proportion a presque doublé, le seul recul (0,7%) ayant eu lieu en 1968. L'écart Bretagne/France, qui était de 8,8% en 1973, est tombé à 4,58% en juin 1981, il était un peu plus faible en 1978 (3,7%) mais la dramatisation autour du problème de l'école privée en Bretagne a permis de freiner légèrement l'évolution à gauche de l'électorat breton après la victoire de Mitterrand aux présidentielles, où l'écart Bretagne-France n'était plus que de 2,75%. Le vote d'agriculteurs mécontents, mitterrandistes en mai, raliés à leurs notables traditionnels en juin, explique aussi le léger mouvement de bascule.

Ecart Bretagne/France		
1973	1974	1978
8,8 %		3,7 %
10 mai 1981		Juin 1981
2,75 %		4,58 %

Vue dans le détail, cette poussée a surtout été due au raliement au PS d'électeurs déjà acquis à la gauche et soucieux de voter «**utile**» et d'anciens électeurs de droite mécontents et raliés à la formation la plus modérée de la gauche, le MRG étant ici électoralement inexistant.

II — Les forces politiques

Le courant a été accentué par les résultats de l'élection présidentielle, que l'on lira ci-dessous comparés aux moyennes françaises respectives.

L'appui de notables locaux bien implantés surtout dans le Morbihan, les Côtes du Nord, le Vitréen et le Pays de Redon. Un mois et demi plus tard, les forces

	Debré	Garaud	Chirac	Giscard	Marchais
B	1,5	1,12	18,8	30,95	10,25
F	1,66	1,32	17,95	28,21	15,42
Mitterrand Bouchardeau Crépeau Lagullier Lalonde					
B	27,02	1,6	2	2,5	4,2
F	25,90	1,1	2,21	2,3	3,88

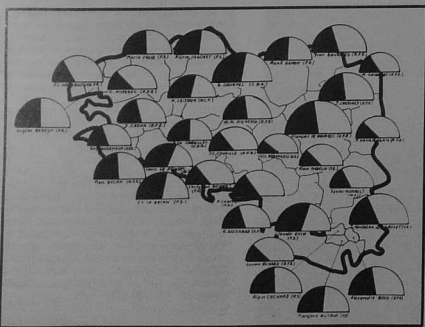
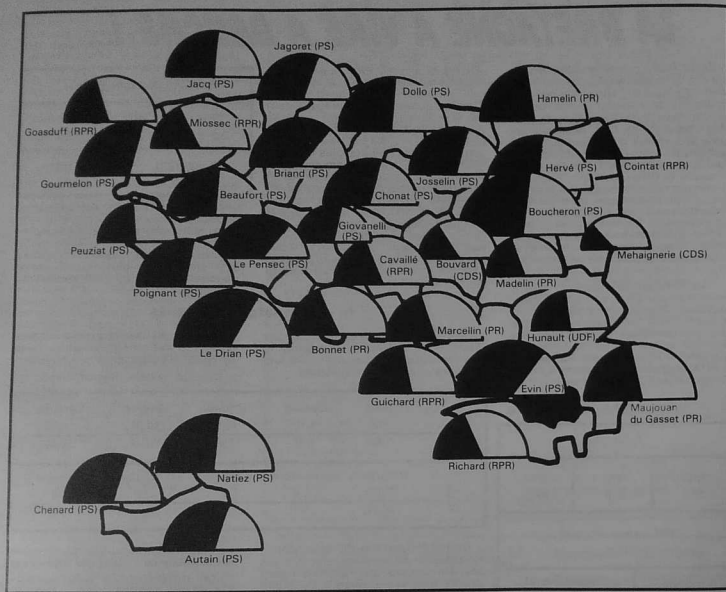
Déjà Mitterrand et le PS réalisaient en Bretagne un pourcentage supérieur à la moyenne, tandis que l'affaiblissement du PCF était ici plus marqué. **Le «légitime» traditionnel de nombreux secteurs ruraux de Bretagne maintenait Giscard au-dessus de sa moyenne, avec**

politiques sont à nouveau modifiées par les résultats du 1^{er} tour des législatives. Ces deux tableaux nous montrent l'originalité de l'évolution politique bretonne: le PCF qui reprend quelque poids en France, continue à baisser en Bretagne, victime du «vote utile» qui polarise les voix sur le PS, seul chance de succès pour la gauche dans de nombreuses circonscriptions bretonnes, tenues jusque là par la droite. **La gauche non communiste et non socialiste reste plus forte en Bretagne (4,3%) qu'ailleurs (1,2%).** C'est du surtout à l'existence de l'UDS et plus localement, du PSU-Bretagne qui se maintient malgré la bipolarisation du scrutin sur les grosses formations de gauche et de droite. C'est dû aussi aux candidatures «**autonomes**» de deux socialistes populaires non investis par la direction parisienne du PS dans le Morbihan, les deux candidats officiels ne réalisant que des scores faibles. Ces deux socialistes non officiels concentrent 2,14% des voix avec leur appui, le PS aurait frôlé les 40% en Bretagne, bien au-dessus de sa moyenne hexagonale. Dans ce contexte difficile, et malgré des abstentions beaucoup plus nombreuses, l'UDS dépasse les 20.000 voix



D.R.

La Bretagne électorale



La carte ci-dessus représente les 33 circonscriptions bretonnes.

A chacune d'elle correspond un demi-cercle, dont la surface est sensiblement proportionnelle au nombre des électeurs qui y sont inscrits. La partie sombre de chaque demi-cercle occupe une part du demi-cercle qui correspond à la proportion des voix de gauche, au premier tour, dans la circonscription.

A côté de chaque demi-cercle a été porté le nom du député élu à l'issue du premier ou du second tour, selon le cas.

Ci-contre, la carte des législatives bretonnes de mars 78.

	Extrême Droite	RPR	UDF	Div. D.	Div. G.
B	0,03	24,85	20,91	2,1	2,13
F	0,36	20,91	19,10	2,78	0,6

	PS et MRG	PC	UDB	PSU	E.G. (1)
B	37,81	9,04	1,13	0,8	0,39
F	37,6	16,17		0,4	0,21

(1) Div. D. divers droite; Ecol. écologistes; E.G.: Extrême gauche.

Les autres forces de gauche non PS reculent. Le MRG avec des candidats autonomes ne rassemble plus que 0,04% avec 2 candidatures seulement.

A Droite, le RPR et l'UDF reculent parallèlement d'environ 2 points, contrairement à la moyenne générale dans laquelle le RPR maintient mieux ses positions. Dans les Côtes du Nord, les candidats du RPR enregistrent des échecs cuisants, aucun candidat de droite ne pouvant figurer honorablement dans ce département de gauche, avec une image de marque trop autoritaire et anti-démocratique. Dans le Morbihan l'UDF représente avec R. Marcellin, la droite classique conservatrice de la 4^e République. Elle ne laisse guère de place au RPR, qui contrôle lui, la droite finistérienne en ne laissant à l'UDF que les combats les plus désespérés (Brest, Morlaix). Les anciens centristes, dont l'alliance avec les ultra-conservateurs giscardiens commence à poser problème, sont souvent les premières victimes du glissement vers le PS. Ils sont laminés en Loire Atlantique et ne conservent que Vitré, avec l'ancien ministre Méhaignerie. L'ancien courant démocrate-chrétien minoré au sein de l'UDF et jadis omnipotent en Bretagne, ne représente plus qu'environ 5,5% de l'électorat breton. Ceci montre bien où la gauche a massivement puisé ses voix en Bretagne (1973: 13,3%). Ces deux évolutions sont si marquées que partout, c'est le PS qui représente la gauche au second tour, et que partout où la droite peut emporter un siège, les anciens centristes ont été évincés au profit du RPR ou des giscardiens les plus conservateurs.

III — Les derniers bastions de la droite

Le scrutin majoritaire, en isolant des zones d'électorat traditionnel, tend à figer leur comportement apparent dans le pays nantais, la réélection au premier tour de Maujouan du Gasset à Ancenis-Orvault a pu paraître une formalité. Par rapport au 2^e tour de 1978, son score tombe de 64 à 52%: le fil est entamé. Guichard, à Guérande, n'est élu qu'avec 51% des voix. Hunault, le perpétuel non inscrit de Chateaubriant, noble manouvrier, n'a plus que 52% des voix. Le pays de Retz (60%), le pays de Vitré (72%), restent, eux, solidement liés à leurs notables, sauf les villes de Paimbœuf et du Pelletier. Le pays de Redon n'élit qu'au second tour le giscardien Madelin, minoritaire en ville. Vannes n'est que très provisoirement la place forte de Marcellin (52% en ville). Par contre,

Bonnet tient solidement Auray et la zone côtière (63%), touristique, et vieillie. Le Bas-Léon et Landivisiau reviennent à l'héritier politique de De Poulpiquet, Gossault (60%), qui perd quand même 7 points en 3 ans — Dans le centre-Bretagne en vieillissement et où l'action militante de gauche se fait toujours attendre en milieu rural, Bouvard maintient son emprise relativement dynamique sur Ploermel et Cavillé sur Pontivy. C'est tout. Sur 33 circonscriptions, les lieux de droite ne sont plus que 12, dont 3 sont affaiblis. Le passage au scrutin proportionnel devrait permettre de réduire l'influence de ces anciens notables « au bras long », spécialisés dans le service individuel et la démarche ministérielle, mais dont les circonscriptions sont souvent vieilles et en déclin économique.

IV — Les gains de la gauche

C'est dans les Côtes du Nord qu'ils sont les plus significatifs: alors que la droite détenait 3 circonscriptions sur 5, la gauche se trouve en position de remporter les 5 sièges et se trouve en tête largement, dans les 5 circonscriptions. Seules les villes de Dinan et Pléneuf, Merdrignac et Moncontour échappent à la gauche. Les 44 autres chefs lieux de canton sont dans la nouvelle majorité. En Ille et Vilaine, St Malo donne pour la 1^{re} fois, une majorité aux candidats de gauche, ainsi que Pleurtuit, La Richardais, aux portes du fief de Bourges. Fougères, Redon, St Brice en Cogles font de même, et Rennes se confirme à gauche à plus de 60% ainsi que les cités de banlieue, Chateaubriant, Blain, Guéméné Penfao, Le Croisic, St Etienne de Montluc, St Nicolas de Redon, Paimbœuf, et le Pelletier sont autant de chefs lieux du canton de la Mée et du pays nantais à avoir « viré au rose » comme Varades et La Chapelle sur Erdre et de nombreuses communes de la Basse-Loire. Dans le Morbihan, la droite recule à Vannes, perd Arradon, Reux et la gauche se renforce autour de Lorient, Hennebont, Gourin, Guéméné sur Scorff sans parvenir à entamer la région d'Auray Carnac: la poussée socialiste ne touche vraiment, en milieu rural, que le sud Ouest du département, c'est-à-dire la partie bretonnante, traditionnellement de gauche jusqu'en 1958. Dans

le Finistère, Quimper, Penmarc'h, Bras, Plouzané, Daoulas, Châteaulin, Châteaulin, du Faou, Camaret, Pont-Croix et Audierne passent à gauche, tandis qu'à Plogoff, lieu symbolique, l'ancienne majorité de droite n'atteint pas 28,5% des voix.

Au total, la gauche recule légèrement à Auray, stagne à Vitré et progresse partout ailleurs, assez peu en Ille et Vilaine (sauf à Redon) et dans le Morbihan (sauf à Lorient et Ploermel) beaucoup dans le Léon et la Cornouaille (influence de Le Penec?) et dans l'ouest des Côtes du Nord, beaucoup aussi à St Nazaire et Chateaubriant, où il y avait de très bons candidats socialistes accompagnés d'un renouveau du PS.

V — Du travail reste à faire!

Ce bouleversement politique est le résultat à la fois des problèmes aigus de la Bretagne et de la prise de conscience de la nécessité du changement. Dans cette mesure l'action du PCF et la dénonciation de la crise en Bretagne par l'UDF ont contribué à accélérer l'idée de la nécessité du changement. Le mouvement coopératif agricole breton, par sa campagne anti-Giscard, a aussi préparé le terrain, notamment dans le Finistère et les Côtes du Nord. Mais il ne faut pas oublier que le courant à gauche des législatives est aussi consécutif au changement de président à Paris et au choc psychologique répercuté par les médias. Le gonflement du PS répond au désir de changement mais aussi au soul des Bretons d'être du bon côté du manche, c'est-à-dire du côté du pouvoir.

A cet égard les réactions de l'électorat de la circonscription de Dinan, pléviniste puis socialiste, puis giscardien, puis à nouveau socialiste, illustrent cet aspect ambigu de la poussée socialiste. Les ravirements de majorité à St Pierre et Miquelon, à Mayotte ou à la Réunion comme en Guyane peuvent être comparés au désir de certains électeurs bretons d'être du côté du pouvoir de tutelle, dispensateur d'aides et dont on ne croit pas pouvoir se passer.

D'autre part, le revirement urbain, amorcé dès 1977, est largement une évolution sociologique que l'on trouve dans tout l'Hexagone: les populations salariées non brauses des ZUP et des quartiers pavillonnaires ne sont plus à la portée de l'action d'un notable conservateur et attendent plus une amélioration de leur sort à partir d'un changement de la politique générale. Leur évolution au fil des débats télévisés et dans la découverte du militantisme politique. Leur déception peut se traduire par un retour du vote vers une droite modernisée et urbanisée, en cas d'échec des socialistes. L'affaiblissement électoral ou le non renforcement de forces politiques, bien implantées

CRÉPERIE TY-BREIZ

ses spécialités. krampouz ha jistr-mad

15, rue duquesclin

tél. 37.91.20

lannion

localement (2) créait un vide politique qui risquait d'aboutir à dépolitisation à l'américaine de l'opinion bretonne urbaine. Enfin, le risque existe de voir le parti dominant en Bretagne, le parti socialiste, devenir un parti de gouvernement comme un autre, les militants trop peu nombreux, risquant d'être happés par les tâches de gestion et absents du terrain des luttes, de l'explication, de la formation des travailleurs. Pour éviter cela, il est important que les actions et les élections à venir permettent aux forces de gauche de pouvoir compter sur les partis qui ont peu ou qui n'ont pas profité de la victoire électorale, non sans pourtant avoir œuvré à sa réalisation. Privée de la moitié de ses forces militantes au moins, la gauche bretonne serait une proie facile pour une droite qui n'a pas désarmé. Elle subirait en outre la tentation forte et quasi mécanique d'une dérive droite. Les anciens élus électoraux fédéraux ne doivent pas devenir ceux de nouveaux notables, plus près du peuple donc plus difficiles à rejeter. En 1979, les bretons participent, enthousiastes, à la victoire des révolutionnaires. En 1974, les montagnards, tenants du nouveau pouvoir, soumettaient la Bretagne à un pouvoir centralisé sans partage, une évolution à méditer et à éviter. En attendant, savourez tout de même l'événement.

Jean-Jacques Monnier.

(1) Par commodité, on a compté dans la gauche les « gaullistes de gauche » favorables à la majorité socialiste. Les voix écologistes ont été comptabilisées moitié à gauche, moitié à droite.

(2) Il y a un réel danger à voir ne bénéficier du travail de vote d'un parti de gauche parmi d'autres. Le scrutin proportionnel doit éviter l'accentuation de cette tendance.

Associations,
Clubs sportifs professionnels...
« Vous avez besoin de tee-shirts imprimés, sweat-shirts, pulls, shorts-collants, fanion »...

Une seule adresse :

Michel CAILLAREC
Création

Le spécialiste du flocage et de la sérigraphie en tout genre

Le Frétay, BOUÛHO
22 170 CHATEL AUDREN
Tél. (06) 74 14 35

Reportage
Appareil photo
Cadres
Albums

Photo Patrick Caouistin

PLABENNEC
Tél. 40.42.24

Les résultats de l'U.D.B.

Pas facile de n'être pas au PS, en ce mois de juin ! Il fallait écrocher pour ne pas être entraîné dans le courant. A cette « stratégie du brenning » tous n'ont pas réussi de la même manière.

Pour ce qui est des résultats de l'UDB, on peut avoir a priori deux appréciations. Ou noter que le parti autonomiste a pâti du raz-de-marée au même titre que toute la gauche non PS, ou remarquer qu'en dépit de certains commentaires hâtifs, l'UDB n'a subi aucune hémorragie, au contraire, les candidats de l'UDB réalisent un meilleur score moyen qu'en 1978.

Ce que disent les chiffres

Sur les quinze circonscriptions où l'Union Démocratique Bretonne présentait des candidats, elle a recueilli en tout 19.550 voix. Si l'on ajoute la circonscription de Douarnenez, où il y avait une candidature mixte PSU-UDB, ce total s'élève à 20.856. C'est un chiffre supérieur de 300 voix à celui de 1978, où pourtant il y avait une circonscription de plus et surtout 150.000 votants de plus !

Il n'y a donc, par rapport à 1978, nul recul, mais un progrès en voix, et surtout en pourcentage, nous passons de 1,37% à 2,15% (et à 2,19% en incluant le résultat de Douarnenez). L'impression de recul vient du fait qu'on attribue en général, des scores élevés à l'UDB dans les commentaires précédant le quatorze juin.

Dans onze des quinze circonscriptions, où l'UDB est présente en 1981, elle avait déjà des candidats en 1978. Dans six d'entre-elles, ils sont en progression, (à Lannion, à Guingamp, à Brest, à Saint-Malo, à Nantes II et à Lorient), quatre candidats dépassent 3%, contre deux en 1978. Un seul reste en dessous de 1%, contre deux en 1978.

Un scrutin difficile

La déception relative devant ces résultats s'explique aussi par la comparaison avec les dernières élections cantonales.

Les résultats des candidats UDB (en pourcentage des résultats exprimés)

Guingamp: Patrick de Quelen et Fanch Le Moal: 2,42%
Lannion: Jean-Jacques Monnier et Roger Perrot: 3,93%
Brest: Yann Daumer et Danièle Guéguen: 3,38%
Landerneau: Reun L'Hostis et Patrick Gouez: 3,30%
Landerneau: Yvon Abiven et Pierre Moal: 2,78%
Châteaulin: Fanch Morvanou et Charles Lollier: 3,09%
Quimper: Paul Guéguen et Denis Créach: 1,67%
Rennes-Sud: Monig Rannou et Bernard Le Goudeic: 1,08%
Saint-Malo: Herri Gourmelen et Joël Martin: 1,48%
Nantes 2: Patrick Pellen et Michel François: 0,96%
Ancenis: Jean-Louis Jossic et Joël Boulzennec: 1,69%
St-Nazaire: Jacques L'Heritier et Jean-Yves Gloanez: 1,54%
Vannes: Bernard Guérin et Gustave Retho: 1,34%
Lorient: Yannick Quénehervé et Joël Guégan: 2,16%
Hennebont: Sylvie Gillet et Jean-Yves Simon: 1,43%

Au total, avec 19.550 voix sur 910.614 suffrages exprimés, sur quinze circonscriptions, les candidats UDB obtiennent une moyenne de 2,15% contre 1,37% sur 17 circonscriptions en 1978.

A Douarnenez, la candidature « mixte » PSU-Bretagne-UDB (Pascal Boccou, Hervé Latimier) réalise 3,07%

L'UDB avait alors dépassé dans trois cas les 10%. Mais législatives et cantonales ne sont pas des scrutins comparables, ni par leurs enjeux, ni par les moyens de propagande mis en œuvre. Beaucoup d'électeurs qui font confiance à l'UDB pour des scrutins locaux hésitent encore à le faire pour un scrutin général. Les militants de l'UDB sont connus sur le terrain, certains ont commencé à faire leurs preuves dans la gestion des affaires locales, on connaît leurs propositions concernant la Bretagne, mais on voit mal, dans beaucoup de cas, quel rôle ils joueraient à Paris... De plus, la nature profondément injuste du scrutin majoritaire favorise toujours les grandes formations comme les favorise également la propagande radio-télévisée, qui n'aura cette fois encore, pas accordé une seconde de parole, à l'UDB même pas à FR3-Rennes! Résultat: à peu près 60 votants UDB sur 10 aux cantonales votent aux législatives pour un grand parti français.

En l'occurrence, c'est le magnétisme du PS qui l'a exercé l'attraction.

Les voix bretonnes résistent mieux

Une attraction très sélective cependant. Elle a bien entendu fait sentir ses effets parmi de larges secteurs de notre peuple qui, jusqu'ici faisaient confiance à la droite. Elle a aussi fortement joué au détriment du PCF, et particulièrement en Bretagne où la baisse par rapport aux présidentielles s'est accentuée en de nombreuses circonscriptions. Ceci, contrairement à l'ensemble de l'hexagone, et en dehors de la logique stricte puisqu'il s'agissait de voter pour des candidats connus localement, et non plus pour Marchais.

Dans ce contexte de débacle du PCF et de déroute des « divers gauches », le pôle autonomiste, représenté par l'UDB, résiste remarquablement. La comparaison la plus significative à cet égard, est celle que l'on peut faire avec « lutte ouvrière ». En 1978, les candidats trotskistes, présents partout, reproduisaient

sensiblement le score d'Arléte Laquiller aux présidentielles de 1974. Aux présidentielles de 1981, Arlette Laquiller approche encore ses chiffres de 74, mais cette fois les quelques candidats de Lutte Ouvrière en Bretagne sont nettement en retrait sur leur leader, malgré sa présence à la télévision. Or en 1978, les candidats L.O. précédèrent les UDB dans 7 cas sur 17. En 1981, ils sont partout nettement distancés.

Le vote « breton » est donc un vote très stable, plus que le vote réputé « le plus stable », le vote communiste. Le premier progrès légèrement le second, régresse fortement, la vague de fond du PS n'a pas fait reculer l'UDB en Bretagne. On peut tout au plus indiquer qu'elle a empêché une progression que l'implantation sur le terrain aurait dû rendre plus nette.

Il s'agit bien d'une résistance car les votes UDB du 14 juin n'ont pratiquement été, que des votes UDB. L'analyse des chiffres montre que les voix PSU et écologistes sont allées en proportion bien plus grande vers le PS que vers les candidats UDB. On peut, concernant les écologistes, comparer Brest et St-Malo: par rapport à 78, les voix UDB y ont progressé sensiblement dans les mêmes proportions (un tiers de plus exactement). La présence d'un écologiste à Saint-Malo n'empêche pas cette progression parallèle, qui n'est donc pas due, à Brest non plus, aux voix écologistes.

Pour le PSU, la constatation est identique. En Loire-Atlantique, où le PSU nese sentait pas concerné par l'accord UDB-PSU Bretagne et présentait des candidats dans les trois circonscriptions où l'UDB était présente, cette compétition n'empêche pas l'UDB de progresser autant qu'ailleurs. A St-Malo, où le PSU-Bretagne s'était refusé à appeler à voter UDB, la progression UDB est supérieure à sa moyenne bretonne.

Restent les trois circonscriptions où l'UDB régresse plus nettement: Rennes-Sud, Quimper et Hennebont. Dans ces trois cas, des explications particulières existent.

A Rennes-Sud, Monique Rannou avait 8 concurrents dont un écologiste et cinq autres candidats de gauche. Le PS ayant, comme ailleurs exercé son rattachage, il ne restait plus grand chose pour le partage. Le candidat du PC passe d'ailleurs de 12% à 6,3%. Monique Rannou précède cette fois les candidats L.O., L.C.R., et C.C.A.

A Quimper, l'effet PS a été amplifié par la personnalité de Louis Le Pensec et son nouveau titre de ministre de la Mer. Dans les ports de pêche et en particulier à Concarneau, ni le PC, ni l'UDB n'ont

résisté. A Hennebont, la campagne a tourné autour de la querelle entre les deux candidats socialistes Jean Giovannelli, choisi par les militants locaux et la candidate parisienne, imposée par l'appareil socialiste, pour punir l'indépendance d'esprit du maire d'Hennebont. Dans cette bataille publique, la candidature UDB, qui ne bénéficiait bien sûr pas des médias, a eu bien du mal à résister.

Ça et là, pourtant, l'UDB a connu des points. Par exemple, l'UDB précède le PCF dans la plupart des communes du Bas-Léon (3 fois plus à Ploudalmézeau par exemple) mais aussi en certains points de Cornouaille et du Vannetais.

En Loire Atlantique, l'UDB multiplie ses voix par plus de 3 avec seulement un candidat de plus. A Clisson l'UDB réalise 2,24%.

Dans le Trégor, le canton de Tréguier donne à l'UDB 4,98% et à Lannion sur la ZUP elle réalise plus de 7%. Dans le Léon, le canton de Saint-Thégonnec donne à l'UDB 6,28% des voix, et Yvon Abiven réalise 10,47% à Plouneour-Trez et 9,53% à Brignogan...

Une campagne sommaire

Nulle surprise donc, dans les résultats de l'UDB, contrairement à ce que beaucoup de ses militants espéraient, il est vrai que cette élection lui était doublement défavorable. D'abord en tant qu'élection nationale au scrutin majoritaire. Ensuite, et surtout, parce qu'il ne s'agissait pas d'une élection avec un débat d'idées et de programme. Ce débat il avait eu lieu lors des présidentielles et les autonomistes en avaient été écartés. L'enjeu en dehors de toutes discussions était de confirmer ou d'infirmer le pouvoir de François Mitterrand. Des députés PS ont été élus en dehors de toute implantation d'autres en dehors de toute campagne et de toute proposition avec, pour seule slogan « un député pour le président ».

L'UDB était parfaitement consciente de ce contexte, en allant à ces élections. Nulle part ses candidats n'atteignent la « barrière de l'argent » des 5%, et cela va créer des difficultés financières au parti, et on peut estimer que cela a été fait. Il fallait aussi prendre date en vue des futures élections régionales et départementales qui doivent se dérouler dans un contexte et selon des modalités beaucoup plus favorables à l'expression du « droit à la différence ».

J. G.

PARMI LES CAMPAGNES...

Lannion-Paimpol: le chiffre trois

Comme partout pour l'UDB se pose le problème de la brièveté du temps de campagne: 3 semaines de temps théorique mais seulement deux semaines avec le matériel de propagande. Cela permet tout de même de développer trois tribunes libres dans les hebdomadaires, l'une sur le développement économique de la Bretagne, la seconde sur le problème des libertés, la troisième sur la réforme régionale que nous souhaitons. 3 actions extérieures d'un type nouveau sont menées: la première, dans l'auto-rail de la voie ferrée secondaire menacée Lannion-Plouaret, où nos militants distribuent un horsaire que la SNCF n'édite plus. Au dos de l'horaire figure notre programme en matière de transport en commun, distribution appréciée de nombreux voyageurs de la veille de la Pentecôte et ponctuée par un dialogue avec les chefs de gare concernés.

Deuxième action, une soirée Vidéo en breton, avec visionnement de « Nomenoe » au magnétoscope et débat sur la langue bretonne et les nouveaux médias, animé par Pierre Lavantant et Roger Perrot. 3^e action, un comité fédéral réuni sur le site que nous proposons pour un port en eau profonde dans le Trégor Goulo, en présence de nos candidats de Lannion et de Guingamp et de la presse.

Tout ceci est accompagné de contacts sur le terrain (marché, porte à porte en milieu rural). Telle commune nous donnera 2 fois plus de voix qu'en 1978. Damage que nous n'avons pas eu le temps d'en visiter davantage.

St-POL-DE-LÉON
britannia
BAR
AMBIANCE PUB BIERES ÉTRANGÈRES
CROQUE MONSIEUR
Maison

LE LARZAC...



ET PLOGOFF !



FINANCEMENT : LA RÈGLE DU JEU ÉTAIT DE DROITE...

Les élections législatives de juin 1981 se sont déroulées comme les autres! Le nouveau gouvernement ne pouvait changer les choses avant l'élection d'une nouvelle assemblée. En conséquence, ces élections se sont passées comme d'habitude, c'est-à-dire une fois de plus sous le régime des lois de la droite giscardienne.

Le Peuple Breton? Connais pas! Les minorités nationales? Où ça? Des candidats autonomistes en Bretagne? Ils ont osé!

Sur tout pas de télé et pas de radio. D'ailleurs, il fallait 75 candidats pour avoir un temps d'antenne, et comme en Bretagne, on ne compte que 33 circonscriptions... ouf! c'eût été gênant, pensez donc, cela pourrait donner des idées!

Quant au financement des partis politiques, n'en parlons pas, ou plutôt si, parlons-en... Là non plus, rien de changé (à part le coût des candidatures qui a augmenté de 50% en 3 ans) à droite comme à gauche, c'est l'avalanche: les grands panneaux publicitaires en 3 couleurs, les grands meetings parisiens, des moyens financiers considérables!

A l'UDB, rien de tout cela, ni Dassault, ni Ricard, ni banque. Notre financement est « autonome »: les cotisations et souscriptions des militants, les bénéfices des spectacles que nous organisons, et votre effort à vous amis, lecteurs, et sympathisants.

Vous devez tous participer au combat de l'UDB. Pas d'argent, pas de combat!

L'UDB a participé à la chute de Giscard, l'UDB a participé à la victoire de la gauche, notre parti a contribué à faire gagner F. Mitterrand, par nos luttes quotidiennes, notre journal, nos idées, nos analyses. Nous avons notre part dans ce changement de l'Espoir.

Mais, la voix du peuple breton, par nos 15 candidats, ce n'est pas gratuit. L'argent fait encore la loi. Alors, vous qui voulez que l'UDB, composante de la gauche, continue son combat pour une reconnaissance pleine et entière de notre peuple, de sa culture, de sa langue, de son sol, de son droit de vivre et de décider lui-même, pour sa décolonisation.

Souscrivez parce que vous êtes d'accord avec l'UDB,

Souscrivez parce que vous avez voté UDB,

Souscrivez parce que le combat continue contre la droite (les Goadouff, Marcellin et autres sont toujours là),

Souscrivez parce que l'UDB est une force de propositions au sein de la gauche,

Pour la victoire du socialisme en Bretagne, et pour que le peuple breton ne soit plus un tabou; et le peuple breton, c'est vous!

Pierre Fourel,
Trésorier national de l'UDB.

Pour souscrire, adressez vos dons à Boîte Postale 304, 29273 Brest Cédex (chèques libellés à l'ordre de UDB Législatives 81, ou directement à notre CCP Rennes n° 236578 X.

Je soussigné souscris pour les législatives
une somme de 50 F
100 F
supérieure

Les souscripteurs resteront anonymes ;
seul leur total sera rendu public.

Biel Le Vourc'h

29214 Landéda
Tél. 04.93.39

Bravoc'h ha gwelloc'h
tiez a vremen



Constructions contemporaines

St-Malo: grande surface

Le matériel était prêt dès le début de la campagne, le travail commence aussitôt. Difficile de « silonner » comme en 1978, les 63 communes de l'arrondissement, et de faire autant de réunions publiques: quinze jours, c'est un peu court. Durant les week-ends de la campagne, mobilisation réussie de militants et de sympathisants, la section de Lamballe allant même main forte sur le sud de la circonscription (Tinténiac-Combour). Distribution est faite de quelques 16000 documents et collage réalisé de centaines d'affiches. Point gris: peu de monde aux réunions publiques. Sans doute parce qu'insuffisamment annoncées, aussi parce qu'il est aujourd'hui nécessaire de changer de style: utiliser un support audiovisuel, centrer la réunion sur un thème. Bon à savoir pour la prochaine.

Vannes: au grand galop

Un Marcellin qui revient au grand galop pour empêcher que Chapel, maire de Vannes, ne laisse passer la circonscription à gauche. Deux PS, qui se bouffent le nez: l'officiel, le Normand, parachuté de Paris et le dissident Le Rochellec soutenu par la base. Le PC un peu morose et sans grand déploiement militant sauf dans les ZUP de Mémur et de Kercado. Et l'UDB qui se présente pour la 1^{ère} fois aux législatives dans le coin, avec Bernard Guérin et Gustave Retho. Décor planté. Quatre réunions publiques avec réponses aux questions sur la pêche, le nucléaire, le tourisme de luxe, l'école privée. Un montage présentant le parti est projeté à chaque début de séance: bon accueil nous a-t-il semblé. Une campagne qui a permis de faire connaître l'UDB dans un secteur où elle n'avait pas d'implantation (Allaire, Questembert, La Roche-Bernard) et de nouer des contacts avec de nombreux sympathisants.

GAMIN A ENFIN DU PLOMB DANS L'AILE

Le plan Gamin (gestion automatisée de la médecine infantile) n'était apparemment encore qu'à l'état de projet et fonctionnait depuis 1974. La machine était en train de devenir inéluctable (le Peuple Breton, dans son numéro d'avril 1981, avait analysé le livre d'Alain Masson, qui démontrait impitoyablement tout le système informatique de gestion des individus, Gamin en particulier) lorsque le 16 juin, la Commission Informatique et Libertés a prononcé un avis défavorable à l'encontre du projet Gamin.

L'UDB, dès 1978, demandait sa suppression et il y a tout lieu de se réjouir de cette décision, mais il convient de rester vigilant. En effet, il faut veiller à ce qu'un autre système aussi dangereux ne vienne pas piéger nos enfants. Il faut veiller aussi à ce que le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Intérieur tiennent compte immédiatement de cet avis défavorable.

PENESTIN-SUR-MER

Le colon du bois de la lande

Lorsque M. Claude Chesneau s'assit au fauteuil de maire avec son nod papillon et son petit chapeau, en 1965, Penestin-sur-Mer avait commencé sa conversion au tourisme résidentiel. Depuis, cette activité est devenue une véritable « vocation ». Le premier à prêcher d'exemple fut un certain Chesneau Claude que M. le Maire connaît bien! En 1954, déjà il avait converti 2 hectares 6 ares de son patrimoine personnel en 43 lots pour résidences secondaires, à La Madeleine. Juste avant de s'installer à la mairie, en 1964, il avait encore vendu 2 hectares 3 ares pour faire le lotissement des Coquelicots, 25 lots de 500 à 900 m².

En tout ça fait combien ?

A cette époque-là Pénestin appartenait encore à ses habitants, mais à peine. En 1962 il y avait 332 résidences principales pour 230 résidences secondaires. En 1981, on en est à 800 résidences secondaires pour 400 principales. On voit donc le genre d'essor que Pénestin a connu ces quinze dernières années, à l'ombre de Claude Chesneau. Cet essor a été célébré bruyamment à chaque inauguration, présidée si possible par M. Raymond Marcellin, et à chaque début de saison, quand les touristes de Monsieur le Maire arrivent de Nantes et d'ailleurs. Mais il est quelques aspects de l'essor de Pénestin qui sont restés sans être célébrés. Nous allons combler ces lacunes.

Après la Madeleine et les Coquelicots, Claude Chesneau a vendu, prenez votre souffle, 4 hectares 10 ares à Bilaire en 1972, 4 hectares 54 ares en 1973 au Toquen, 56 ares au Landrin et 20 à Pourdraitais, 12 hectares pour faire un camping 4 étoiles de 500 places à Inlis, 4 hectares 31 ares 22 centiares route de la Plage pour 178 logements collectifs et 8 commerces, 2 hectares 36 ares en 18 lots au Maro, 1 hectare 97 ares 20 centiares en 25 lots à Kermadeleine. Cela ne fait-il pas en tout 38 hectares? Soit deux fois la surface d'installation d'un jeune agriculteur! Premier instigateur de la politique « résidentielle » à Pénestin, M. Chesneau en est aussi, et de loin, le premier bénéficiaire.

A-a-a-mmen!

Le conseil municipal s'est montré exemplairement docile et discret au cours des 16 ans du règne de M. Chesneau. En 1966, il a accordé au nouveau maire l'ouverture d'une route au Coquelicots et d'une autre à Pontcarno (le Toquen). En 1969, ce fut le percement d'une voie au Lomer. Au Toquen et à Bilaire, la voirie intérieure des lotissements emprunte des chemins ruraux sur

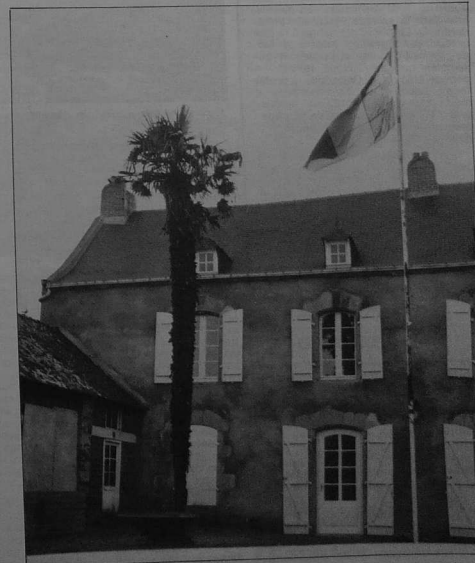
plusieurs centaines de mètres. « A-a-a-mmen » chante le conseil municipal.

Puisque tout va très bien, le maire appuie à fond sur l'accélérateur. Pour réaliser le camping de luxe à Inlis (avec une société allemande) il faut élargir un chemin rural et créer une voie nouvelle. Pour le lotissement « G.M.I. » de 178 lots (avec Empain-Schneider) il faut transformer un chemin rural en voie d'accès, et raccorder le quartier de la Mine d'Or au tout à l'égout. Est-ce bien la peine d'attendre l'avis du conseil municipal qui re-chantera « A-a-a-mmen! »? Alors on anticipe de plusieurs mois sur les délibérations de ce conseil fantoche.

De même a-t-on comblé le marais du bas du bourg et fait passer une route sans l'avis de l'Équipement. C'était pour

desservir une ferme, disparaue avant que la route fut terminée! Mais là, les écologistes ont vu rouge et traînent le maire devant le tribunal administratif de Rennes. L'affaire était plaidée le 24 juin dernier.

Claude Chesneau ouvre les routes dont il a besoin et abandonne celles qui le gênent. Un chemin de 5 mètres de large a été obstrué par les débris du lotissement de Biscayo. Le chemin d'Inlis a disparu sur 200 mètres de longueur. Le chemin du bois de la lande est encombrée d'arbres et inondée sur près de 400 mètres. Et ça c'est le bouquet final! Claude Chesneau habite au bois de la lande une propriété de 44 hectares (seulement), bordée d'un étang. C'est



La mairie, son drapeau et son palmier

Le Peuple Breton

cet étang que le colon du lieu a lâché sur la route, sans façon.

POS ? pas possible !

Bref, s'il n'y avait pas les «écologes» la vie serait superbe dans l'une des plus belles colonies, de Bretagne, là-bas au bord de la Vilaine. Ces «écologes» ont fait à la pollution. Alors il a bien fallu construire une station d'épuration. Raymond Marcellin n'a pas manqué de célébrer le dynamisme de son ami Chesneau le jour de l'inauguration. Et Chesneau n'a pas manqué de faire passer le réseau d'égout en priorité devant ses propriétés (il lui reste 150 hectares à urbaniser !)

Hélas, trois fois hélas ! Les écologistes ne sont plus les seuls à empêcher de construire ce qu'on veut comme on veut à Penestin, qui est sur mer et qui doit donc adopter un plan d'occupation des sols avant 1983. Vous savez, ce machin qui oblige à dire qu'il y a une agriculture, la «non adificandum» et toutes ces affreusetés qui empêchent le colon de coloniser en paix !

Le maire freine tant qu'il peut la mise en route de la procédure du POS. Mais l'Équipement refuse certains permis de construire dans des zones litigieuses. M. Chesneau ramène alors son conseil et les propriétaires. Ils exigent une audience à la préfecture. Là-dessus, intervient la période électorale présidentielle. Le préfet est obligé à la discrétion. Un nouveau président est élu, de gauche ou calamité, et qui dissout l'assemblée nationale. Nous revivons en période électorale. Cette fois, le préfet reçoit discrètement en préfecture le maire et ses adjoints. Le 27 mai, le sous-préfet et un fonctionnaire de l'Équipement ont été dépêchés sur place, par politesse. Mais rien ne bouge.

Il se pourrait que Penestin vive ses dernières heures à l'ère coloniale et que Claude Chesneau soit bientôt renvoyé à la gestion de la fortune immobilière confortable qu'il a accumulée, en bon colon, à Nantes et à Paris !

Jean Léonard.

f.a.d
sérigraphie
autocollants - tee-shirts - affiches
sérigraphiques d'art - 5 R. d. douves
tél. (98) 83.03.55 Iseveven

« Breizh Kabigs »

247, rue Jean-Jaurès

Petite et grande taille

« Yveline »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST

Pommes de terre primeur :

LES TUBERCULES AU PILON



Encore une fois la crise : les remèdes n'ont pas changé !

Pour la quatrième année consécutive, les producteurs de pommes de terre primeur de la ceinture dorée (qui s'étend de St-Malo à Roscoff en passant par Paimpol), connaissent une situation de crise.

A la concurrence des productions grecque et italienne, sur le marché allemand en particulier, sont venues s'ajouter les conditions atmosphériques désastreuses que l'on a connues au mois de mai. Les pluies anormalement abondantes ont en effet endommagé la production (mildiou, pourrissement) et retardé les récoltes. La terre des champs, imbibée d'eau, ne permettait pas le ramassage à la machine des pommes de terre et celles-ci atteignaient souvent, à cause du retard, un calibre les rendant impropres à la commercialisation.

Situation inhabituelle donc, qu'aggrave la concurrence de l'Italie et surtout de la Grèce, qui a fait depuis peu son entrée dans le Marché Commun, mais n'en respecte pas pour autant les règles communautaires. Il faut savoir que quand le primeriste breton, est indemnisé à 35 centimes du kilo, le producteur grec perçoit, lui, près de un franc du kilo, ce qui bien évidemment l'avantage à l'exportation.

La FDSA des Côtes du Nord demande donc que soit mis un terme au «dumping» grec et italien et l'instaura-

tion d'un prix plancher à la production, qui devrait assurer aux primeristes une garantie de revenus normaux.

Le problème économique qui attend non seulement les agriculteurs mais aussi les transporteurs, les travailleurs saisonniers employés au conditionnement, etc., se double d'un problème écologique : les pommes de terre invendues et leur élimination. Que faire en effet des centaines de tonnes qui ne trouvent pas preneur ? A Paimpol, les services responsables pensaient sans doute avoir trouvé la solution en utilisant comme décharge un terre-plein gagné sur la mer, situé à quelques centaines de mètres du centre-ville. Mais l'on sait à Paimpol (par expérience) que les pommes de terre, en pourrissant, dégagent une odeur nauséabonde et produisent un jus toxique.

Ainsi l'on risquait de faire d'une pierre deux coups en emplant le voisinage et en polluant toute la baie de Paimpol. La section UDB de Paimpol a joint sa voix à celle de la Municipalité, pour protester, mais la solution semble très difficile à trouver. La meilleure parti à prendre serait sans doute que chaque producteur accepte de conserver ses invendus sur sa propriété et de les détruire sur place. Encore faudrait-il que le système d'indemnisation ne pénalise pas ceux qui choisiraient cette solution.

Pierre Morvan.

POUSSEZ-VOUS, ON DÉMÉNAGE

Le 10 juin, Journée portes ouvertes au Centre de Médecine Préventive de Kerigonan à Brest. D'un genre un peu particulier il est vrai, puisqu'il s'agit d'un déménagement, en l'occurrence contesté par une bonne moitié du personnel qui refuse d'ouvrir les portes des bureaux et se met en grève pour la journée.

Une attitude jugée surprenante par le conseiller technique de la DDASS : « Il est évident que l'accueil dispensé au Centre de Médecine Préventive est pénalisé par les très mauvaises conditions d'installation du personnel. Je pense notamment aux questions d'hygiène et de sécurité dans l'établissement. Un constat qui a abouti à la réponse favorable du Conseil général et du Préfet quant à la recherche de locaux mieux adaptés. Si nous avons eu le souci de maintenir l'assurance d'un caractère provisoire. Par ailleurs, deux bureaux de permanence restent à Kerigonan ».

Le problème est que le déménagement se fait en direction d'un autre quartier. « On semble oublier que le CMP ne dispense pas de services médicaux. L'aspect du service social est important, par les visites que nous rendons aux familles, par les déplacements qu'elles font au centre ». Pour le personnel, se rendre dorénavant à Lambézellec représente une charge supplémentaire pour des gens qui ont déjà des problèmes financiers. Sa proposition : trouver un local supplémentaire pour la circonscription (sociale) de St Marc, c'est-à-dire près des usagers.

Solution non retenue : c'est l'ancienne gendarmerie de Lambézellec qui, durant un laps de temps allant d'un an et demi à cinq ans, remplira les fonctions d'accueil. Officiellement tout va mieux, car pour l'heure la totalité des assistantes sociales reste ainsi que les deux secrétaires et deux infirmières. « Tout le travail se fait à Kerigonan » précise une représentante du personnel.

Autre raison à ce déménagement, avancée par les délégués CGT et CFDT : « Nous menons des actions syndicales avec notre circonscription voisine, celle de St Martin, et nous sommes arrivés à une bonne cohésion. Celle-ci risque d'être moins efficace, ce qui n'est évidemment pas pour déplaire à la DDASS ».



Le Peuple Breton

PLOGOFF

En attendant Amélie

Journée chaude à Plogoff en ce premier mercredi de juin. Climatiquement parlant, s'entend. A Paris, c'est le dégel d'un projet dont l'abandon n'en finit pas d'être réexaminé, que le maire de la commune est allé demander. L'itinéraire consistant en une balade ministérielle autour d'un Conseil du même nom. Le rochelais Crépeau sait-il que le fusain qu'il a planté sur la lande à deux pas de la bergerie se porte à merveille, après que quelques moutons en aient aéré les alentours ? La question n'est pas à l'ordre du jour. C'est l'éclaircissement de promesses électorales au sujet de la centrale qui est poliment exigé par Amélie Kerloch. Au bourg, on attend sa réponse.

Contre-pied

«Rocard, Mitterrand, Bombard, Crépeau, Le Penec, Hervé... on a tout fait pour que le maximum de personnes s'engagent, se mouillent suffisamment afin que l'on ait des assurances sur l'abandon du projet», explique Annie Carval. Regrettant pour le moins les déclarations des derniers jours, qui



Le Peuple Breton

changent d'un ministre à l'autre, elle ne paraît pas douter du résultat de la démarche de son maire. Mais en gardant une certaine réserve : « Il faut attendre Amélie, elle dira ». La présidente du comité de défense préfère parler de l'après. « On sait très bien qu'il peut y avoir d'autres projets de centrales nucléaires ailleurs. Ce n'est pas parce qu'on en a refusé une chez nous, qu'on va laisser se débrouiller ceux qui auront le même problème. Ce qui s'est passé ici a apporté une solidarité entre nous, et avec les populations concernées par les centrales, par le nucléaire militaire à Crozon, par l'extension des terrains militaires au Larzac ».

Et Annie Carval de rappeler l'erreur stratégique d'EDF de caractère historique puisque remontant à 1974. « A ce moment-là si on avait eu leur information en premier, les événements auraient peut-être été différents. Car il ne faut pas oublier que nous ne savions pas ce qu'était une centrale nucléaire.

Mais ils ont attendu avant de nous l'imposer. Le temps a joué pour nous. Il a permis à la population de s'informer suffisamment, pour qu'elle puisse refuser le projet en connaissance de cause ».

Autre conséquence : la prise à contre-pied de l'alibi nucléaire breton. A savoir le développement dans le Cap des alternatives énergétiques, l'appel à l'initiative de la population pour travailler au développement d'une région dont les ex-pouvoirs publics n'ont daigné se rappeler l'existence que pour accrocher 5200 mégawatts à ses landes.

Techniques à concilier

Des expériences sont en route, d'autres naissent à peine. Le Groupement Foncier Agricole, trois ans cette année, rassemble 7000 porteurs de parts au dernier pointage. A la bergerie, son co-gérant détaille la suite de l'entreprise : « Nous comptons développer l'agriculture en faisant appel aux exploitants de Plogoff, en permettant aussi à de jeunes agriculteurs de s'installer. Un de nos projets est de mettre en place une exploitation de plantes médicinales dotée d'un séchoir solaire qui aura l'avantage non seulement de sécher les plantes en 3 ou 4 heures de temps, mais aussi de permettre le développement d'autres séchages, celui du foin notamment. Pour ce qui du biométhane, il en existe une station à Beuzec, trois autres sont en projet ». Pour Guy Yvenou, ces initiatives sont conçues dans une optique bien précise : « Il s'agit de concilier toutes les techniques faisant appel aux énergies renouvelables appliquées à l'agriculture ».

Quant aux moutons, ils sont à présent 150, une soixantaine supplémentaire étant attendus pour la fin de ce mois, arrivant en droite ligne du Larzac.

Suivant de peu Plogoff-Alternatives et sa maison autonome dont les travaux débutent à la mi-août, l'APAAAC a dépassé le stade des balbutiements. Son projet est contenu dans son sigle : promouvoir l'agriculture et l'artisanat dans le Cap-Sizun. Les ventes d'agneaux ont démarré, des manifestations sont organisées (Fête du mouton), la participation de la population est sollicitée. Dans le domaine de l'artisanat, projet de domaine de l'artisanat, de triports, stages de tissage. Dans celui de l'agriculture, passer des treize ruches actuelles à une quarantaine l'an prochain, avec une possible utilisation de sa cite pour la fabrication de bougies, on entend déjà le réveil des producteurs : « vous voyez bien qu'il y retournera, à la chandelle ! ».

Ces expériences parmi d'autres, s'accompagnent de l'idée, qui trotte dans l'air, d'un Plogoff touristique. Rien de bien précis pour l'instant. La question est de savoir si l'image de ses habitants, dans ce qu'ils ont vécu, dans ce qu'ils veulent vivre, dans ce qu'ils accepteront de livrer ou de préserver.

Transition

Au bord de la route de Lescoff, à quelques mètres de la maison abritant Radio-Plogoff trois fermes témoignent de cette transition qui s'opère actuellement entre la lutte passée et l'espoir à venir. «Nous sommes pauvres. On n'a jamais rien fait pour nous. On n'a jamais cherché à améliorer nos conditions de vie, et quand il s'agit de mettre une centrale quelque part on veut la mettre chez nous. Alors, avec cette façon de se moquer de nous, on réagit. Aujourd'hui, on croit toujours que la centrale ne se fera pas. Si aux législatives, Mitterrand

ENTENDU...

Difficile de parler de couleurs politiques bien franchées à Plogoff. Témoignage de nos trois interlocuteurs qui s'expliquent sur ses motivations électorales passées et présentes. «Lorsque Guemour a fait sa loi sur l'enseignement libre, c'était une bonne loi. A l'époque, j'ai voté pour lui. Après pour la centrale, il a trahi. Quand Mitterrand a dit qu'il n'y aurait pas de centrale à Plogoff s'il était élu, là j'ai dit que je voterai socialiste sans problème». Logique...

n'a pas la majorité à l'assemblée, ce sera encore pire qu'avant. D'abord, si la centrale est décidée, ce sera la Bretagne entière qui se soulèvera. Et puis rien ne changera, au contraire, dans notre vie de tous les jours». Durant une heure de temps, ces deux thèmes s'imbriqueront sans que nos interlocuteurs aient la moindre envie de les dissocier.

Dans le local de Radio-Plogoff, on attend le coup de téléphone de Michel Crépeau qui doit passer en direct sur l'antenne. En ce moment, c'est Brice Lalonde qui cause dans le poste, pour aujourd'hui l'Ecologie. L'énoncé de sa plateforme se déroule dans la cordialité. Il est vrai que les consignes de vote pour le second tour ne sont pas abordées. Un mois plus tôt, un peu avant le 10 mai, elles l'avaient été (1), ce qui avait provoqué un tollé dans l'auditoire. Pour l'heure, Lalonde parle de Chirac: «On a l'impression que pour lui une centrale nucléaire c'est une ligne Maginot». Une métaphore qui vaut son pesant de neutrons.

P.G.

(1) Lire «Le Peuple Breton» n° 210.

Reprenant les moments forts du 1^{er} mois d'émission (16 avril au 11 mai) la 1^{re} cassette de Radio-Plogoff est disponible au prix de 25 F + 5 F de port. Commandes à: Coordination anti-nucléaire, 13, rue du Prof. Chrétien, 29200 Brest.

Le problème breton

DE BREST



A NANTES

Relance de l'industrie textile à Rennes: un pari possible pour la CGT

Pour développer et rétablir une industrie de l'habillement et du textile à Rennes, l'Union locale CGT vient d'adresser un ensemble de propositions au délégué régional de la DATAR. Les mesures proposées s'appuient sur le fait que depuis 1974, trois grosses entreprises du textile ont disparu à Rennes provoquant la disparition de 2165 emplois. Le potentiel en personnel qualifié existe donc pour permettre une reprise de l'activité grâce à la relance de la consommation intérieure qui peut être réalisée pour une part par le rapatriement des fabrications réalisées à l'étranger.

Un dossier important pour l'emploi dans la région rennaise, qui durant les cinq derniers mois a connu 781 règlements judiciaires ou liquidations de biens, soit 65% de plus qu'au cours de la même période en 1980.

SNIAS: lutte contre les contrats à durée déterminée

La CFDT de la SNIAS de Nantes et St-Nazaire poursuit sa lutte pour la transformation de tous les contrats à durée déterminée en contrats définitifs et pour que les nouvelles embauches soient uniquement à durée indéterminée. Le syndicat a obtenu des assurances de la part de la Direction Générale de la SNIAS qui s'engage à embaucher 150 personnes à Nantes et St-Nazaire sous contrat à durée indéterminée et à ramener au 31.12.81

les 683 contrats à durée déterminée encore existant à 207. Un repli patronal qui représente d'ores et déjà un succès pour la lutte syndicale à la SNIAS.

Conflit de la pêche industrielle orientale

En observant un retard à l'appareillage de 24 heures depuis plusieurs semaines, les marins-pêcheurs orientaux entendent appuyer des revendications immédiates comme l'augmentation des jours de congés et la suppression des départs le samedi mais ils réclament aussi de bénéficier des aides apportées par le FIOM aux ports de Lorient, Concarneau et Douarnenez. Jusqu'à présent, seuls les armements ont profité de ces subventions obtenues de la collectivité, les marins de la pêche industrielle réclament une augmentation de leur pouvoir d'achat par une véritable redistribution des aides, puisqu'ils participent eux-mêmes au financement du FIOM et au chiffre d'affaires du navire.

Concarneau: L'entreprise Rodil ferme

Implantée depuis trente ans à Concarneau, l'entreprise du bâtiment Rodil qui avait employé jusqu'à 55 personnes a fermé ses portes; le comité d'entreprise vient d'être averti du licenciement des 21 salariés. Le personnel sera effectivement licencié après les congés payés du mois d'août.

St-Brieuc: Intervention de la CFDT pour le respect de l'outil de travail des marins-pêcheurs

La CFDT, dans une lettre adressée à l'administrateur principal des Affaires Maritimes du quartier de St-Brieuc, met l'accent sur les nombreuses infractions commises par certains plaisanciers au détriment des marins-pêcheurs professionnels et réclame de l'administration des Affaires Maritimes la plus grande vigilance pour la sauvegarde de l'emploi dans la pêche. Alors que les marins-pêcheurs doivent subir l'augmentation des charges: traites, gas-oil, etc... il ne peut être permis à certains plaisanciers de saccager l'outil de travail des professionnels.

Atlas Issé: un recours contre les licenciements

Le tribunal administratif de Nantes vient d'être saisi d'un recours en annulation des licenciements décidés au mois de janvier. Le comité d'entreprise d'Atlas à Issé et les syndicats CGT et CFTD ont fondé leur action sur le fait que l'autorisation de licenciement collectif économique était entachée d'excès de pouvoir et d'illegalité dans la mesure où le comité d'entreprise n'avait pas bénéficié d'une information valable sur le projet de licenciement et la situation du groupe «Panel Filpo» qui avait racheté l'entreprise. Affaire à suivre...

Front culturel progressiste breton: une lettre au nouveau gouvernement

Par une lettre adressée au nouveau premier ministre et à sept ministres de son gouvernement le FCBP réclame d'urgence l'ouverture de négociations sur les langues et cultures minoritaires de l'hexagone dans le domaine de l'éducation et de la radio-télévision.

Pour l'éducation, le FCBP demande la création des prochaines rentrées de postes d'enseignants de langue et civilisation bretonne et galloise dans tous les établissements bretons, la formation des maîtres et l'intégration des écoles Diwan à l'enseignement public.

En ce qui concerne la radio-télévision, le Front Culturel réclame de nouveaux moyens pour permettre une véritable production régionale.

Trefimétaux: La CGT réclame l'arrêt des licenciements avant la nationalisation

Dans une déclaration du 15 avril dernier François Mitterrand déclarait qu'une solution garantissant l'emploi serait trouvée dans le secteur industriel de la chimie par la nationalisation du groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann.

A Courbon, les salariés de l'usine Trefimétaux ont perçu cette déclaration comme une bouée de sauvetage alors que la direction de l'usine vient d'annoncer une nouvelle vague



Garnot

de 37 licenciements. Trefimétaux, filiale du groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann à 100%, a vu ses effectifs diminuer régulièrement depuis 1974 en passant de 655 salariés à 375 aujourd'hui.

La perspective de nationalisation du groupe autorise donc de nouveaux espoirs pour les travailleurs concernés. La CGT a adressé une lettre au président de la République pour demander l'arrêt de la procédure de licenciement ainsi que l'abandon du projet de vente de machines et de bâtiments.

été reçue le 1^{er} juin à la direction régionale du Travail afin que toutes les mesures soient prises pour le respect de la législation du travail et des conditions d'hygiène et de sécurité dans des secteurs où les abus des employeurs restent les plus fréquents tels l'hôtellerie et la restauration.

Vannes: nouveau recul de l'emploi

La Compagnie Electrique Construction en règlement judiciaire depuis quelques mois vient d'être mise en liquidation. Cette nouvelle a été accueillie avec surprise par les salariés, car l'entreprise semblait avoir retrouvé un second souffle au bénéfice d'un concordat qui lui permettait de reprendre une activité importante dans la construction de groupes électrogènes. La ville de Vannes elle-même voulait participer au sauvetage de l'entreprise en votant le rachat des locaux de la CEO, mais le syndicat considérant le passif trop élevé a conduit le tribunal de commerce à prononcer la liquidation de biens. 26 salariés se trouvent désormais licenciés.

La CFDT entend utiliser les deux mois de préavis pour rechercher une solution à la reprise de l'activité et freiner ainsi la dégradation de l'emploi dans la région de Vannes.

SNI: un important recrutement est indispensable avant la rentrée

Réuni à St-Brieuc, le congrès départemental du SNI a adressé une lettre au nouveau ministre de l'Éducation Nationale au sujet du nécessaire recrutement d'enseignants pour la prochaine rentrée dans le premier degré. Le SNI estime qu'il faudrait créer entre 80 et 100 postes: 25 pour ne pas fermer ou ouvrir des classes reconnues indispensables, une vingtaine pour abaisser à moins de 30 élèves les effectifs dans les classes maternelles et 20 à 30 titulaires mobiles pour assurer le remplacement des maîtres en congé.

Travail saisonnier: pas à n'importe quel prix

L'Union régionale CFDT, dans un communiqué, rappelle que si l'arrivée des touristes en Bretagne est un fait, il ne faut pas oublier que le travail temporaire à certains demandeurs d'emploi. Il est nécessaire de veiller particulièrement aux conditions dans lesquelles s'effectuent ces travaux saisonniers. A cet effet, la CFDT a

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

..... Signature :

.....

Adresser ce bulletin (découpe ou recopie) à : U.D.B. - B.P. 304 - 29273 BREST CEDEX



NICARAGUA AN II

② Du pain avec la dignité

Après « défense », le mot-clé pour '81 au Nicaragua, c'est « production ». Avec son corollaire qui en est en même temps la condition : l'énergie. La donnée est la suivante : sans énergie, production insuffisante, paiement compromis de la dette internationale, accroissement de la dépendance économique, indépendance du pays menacée. Un schéma qui n'est pas propre au Nicaragua on aura remarqué. Mais qui contient son tracé original : la mobilisation permanente d'un peuple pour qu'il participe activement au relèvement économique du pays, en jouant la carte de l'efficacité, en acceptant celle de l'austérité. Ces appels incessants à l'effort éminent sinon plébiscités, du moins largement approuvés par une population qui comprend que c'est de sa survie dont il est question.

Masaya — Jour de marché dans cette ville de 160 000 habitants, bastion inviolé par les somozistes durant la révolution, ses défenseurs ayant entre autre sollicité leurs dons artisanaux pour la fabrication de bombes composées de poudre, ferraille et morceaux de verre, qui explosaient au moindre contact. Aujourd'hui, l'artisanat local s'exerce à des fins commerciales, Masaya étant « la capitale du folklore traditionnel nicaraguayen ». C'est ce qu'affirme un homme d'une trentaine d'années qu'on taxerait volontiers de « marjo », au vu de son aspect gentiment débrouillé, de son sourire de circonstance, de sa façon de vous aborder d'un : « T'as pas un peso (1) pour acheter du pain ? ». Pièce donnée, il adopte sans mal la façon du guide touristique sans dissimuler un esprit de clocher. « Ici, on est bien mieux qu'à Managua, entourée de bidonvilles ». Jugement lapidaire auquel succède sa paisible assurance du quotidien. « Qui sait comment sera le

futur ? Pour le moment, ça va, on est tranquille ».

Leur héritage

Avis partagé par un cycliste fiché sur sa bécanne, adossé à un mur. « On vit nettement mieux qu'avant. On a des vacances, des prestations sociales ce qui était problématique auparavant. Et il est clair qu'il faut suivre la politique menée par le gouvernement. Si on ne le fait pas, on se met contre notre propre peuple et ça irait très mal ». Pour le chef de chantier des cheminots travaillant, à une centaine de mètres du marché, à la réfection de la voie ferrée : « Les décisions qui sont prises actuellement ne sont pas mauvaises, car elles permettent notamment aux paysans de commencer à agir au niveau politique. Mais le problème qui demeure, c'est celui de l'alimentation. La production n'est pas suffisante, il est parfois difficile de se procurer le riz, les haricots, le maïs, dont

on a besoin, et c'est cher, le riz particulièrement. Notre peuple est pauvre, et si la vie continue à augmenter, les années à venir seront difficiles » (2).

Un exemple, celui du coton, une des cultures principales du Nicaragua, avec le café et la canne à sucre. Sa monoculture mise en place du temps des Somozas avait pour première conséquence de faire appel à la main d'œuvre « bon marché » des pays voisins et amis, à savoir le Honduras et le Salvador, pour que la récolte puisse se faire à temps. De ses immenses étendues — situées en particulier à l'ouest du pays, dans le Leon et le Chinandega — le peuple nicaraguayen a hérité. Mais le régime somoziste, la révolution, ont fait des dizaines de milliers de morts, une fraction importante de la population actuelle est aux tâches de la défense du pays (3). Résultat des courses : le gouvernement sandiniste fait appel aux étudiants, aux travailleurs, au peuple entier pour qu'il consacre une part de son temps libre à conjurer ce qui se transforme parfois en danger : en mars dernier, des pluies importantes ont fortement compromis une « zafrá » qui n'a pu être sauvée que par l'intervention de la population.

Moins quinze

Conséquence parallèle de la surexploitation passée d'une terre volcanique qui permettait pourtant une riche cul-

PATRIOTISME ÉCONOMIQUE

« Énergie ou mort ». C'est la formule qu'emploiera, au cours d'une conférence de presse, le ministre de l'Intérieur Tomas Borge pour résumer la politique économique menée par la junte de gouvernement. « La possibilité d'avoir du pétrole — dont nous faisons une grande consommation — existe, que ce soit par le Venezuela, la Libye et, probablement, le Mexique. Nous avons également en projet la construction d'une centrale hydro-électrique ainsi que l'exploitation des ressources géothermiques. Une fois le problème de l'énergie résolu, on peut affirmer que l'économie pourra amorcer son redressement ».

« Une économie qui est orientée vers une technification de l'agriculture et la création d'industries agro-alimentaires. Avec le développement accéléré du monde », poursuit Tomas Borge, « c'est le problème de la nourriture qui va dominer. Nous devons donc atteindre la meilleure production alimentaire possible. A cela, deux handicaps : le fait que nous soyons un pays détruit, sacré par l'intervention étrangère et le fait que nous manquons de cadres techniques. Leur formation est un long processus dans lequel est inclus un appel de notre part au patriotisme de ces techniciens en apprentissage. Nous avons en effet besoin de la participation, de l'effort de tous à la reconstruction de notre pays, et surtout d'une volonté, d'une détermination de chacun ».



ture vivrière : son appauvrissement. A cause de la monoculture intensive (et extensive dans le sens où de grandes surfaces étaient sollicitées), à cause aussi de l'arrachage en masse d'arbres et de haies, qui avaient l'avantage de barrer la route au vent et à la poussière. Si des plants conséquents ne sont pas faits d'ici à une quinzaine d'années, la terre aura à subir une sécheresse qu'elle n'aurait pas dû connaître. Encore faudrait-il qu'il y en ait la possibilité. Pour l'heure, les nicaraguayens doivent faire avec, c'est-à-dire continuer l'exploitation des terres avant de songer à l'installation d'une éventuelle polyculture.

Soutenir, augmenter la production, c'est le leitmotiv du coin. Pour pouvoir bouffer tout bêtement. Et ce n'est pas le père Reagan qui les aidera. Une de ses premières décisions — puisque le Nicaragua persiste à soutenir le Salvador — aura été de réduire de 75 à 80 millions de dollars le prêt US consenti à cet état d'Amérique centrale. Une large part de la différence devait être consacrée à l'achat de farine à bas prix. En avril, une pétition gouvernementale de protestation circule dans le peuple. Elle est intitulée « Du pain avec la dignité » et aura

recueilli, de source officielle, 700 000 signatures à la fin du mois.

Sans d'ailleurs faire l'unanimité, si l'on en croit la réaction agacée d'Helena, femme de quarante ans rencontrée un après-midi prenant le frais à l'ombre d'une discothèque de Ciudad Jardín, quartier de Managua. « Pétition par où, carte de la dignité par là, on n'arrête pas de signer et ça commence à bien faire. On fait pression sur nous, on nous dicte notre conduite. Et pourtant, la situation est incertaine, on manque d'argent et de nourriture. Au début, on pensait que ça serait différent, mais après deux ans, on voit, bien que ça ne s'améliore pas ». Son jeune compagnon de far niente précise sans détour : « Le manque de produits alimentaires vient de ce que les paysans veulent tout garder, ils veulent pas semer car ils craignent qu'on leur prenne leur récolte ».

Mixité

N'étant manifestement pas conscientisés par la révolution de leur pays, nos deux interlocuteurs posent à leur façon le problème du système économique fonctionnant actuellement au Nicara-



qua. Le secteur privé contrôle 75% de l'activité. L'Etat, 25%. Le premier est réparti entre les propriétaires et les coopératives, le second est constitué par des entreprises d'Etat. Si dans son caractère, la révolution impliquait une prise en charge par le peuple de ses moyens de production, elle n'en a pas eu les moyens. D'abord, parce qu'elle a eu à composer avec une fraction, qui l'appuyée, des propriétaires lésés par Somoza. Ensuite parce que, le tyran mis à bas, il fallait s'atteler à la reconstruction d'un pays ravagé par quarante années de surexploitation, notamment économique, et qui aurait pu ris, en cas de nationalisation intégrale, la tête des entreprises encore viables, les cadres techniques étant de fait à l'époque en nombre négligeable ?

Enfin — qu'on le veuille ou non — on n'aimait pas du jour au lendemain, et même d'une année à l'autre, les fruits d'un accouplement quadragénaire Somoza/USA. Certains sont encore bien accrochés à l'arbre au papier vert. L'Esso Gaz Cie domine la raffinerie dans le pays, la Coca Cola Cie répond à une demande de cannettes qui n'a pas l'air de se tarir, les camions citernes de la Texaco approvisionnent les stations essence.

Des raisons qui expliquent quelque peu le pourquoi d'une économie mixte — sans doute non immuable — dont aux dires de la junte de gouvernement « l'éventuelle modification dépendra de l'attitude des producteurs, de leur manière d'appréhender les mesures sociales que nous prenons et continuerons à prendre » (4).

Ce qui demeure dans cette situation bien particulière — qui n'éludera en aucun cas une lutte des classes — est qu'elle est pour l'instant la seule garantie d'une indépendance économique encore fragile.

Pierre Gallais.

Prochain article: 3. la conscience d'une révolution.

- (1) Dans la rue, on vous causera « peso ». La monnaie officielle étant le « cor-doba ». Dix ou davantage, ça dépend du marché, équivalent à un dollar US.
- (2) Et pourtant, l'inflation nicaraguayenne est devenue l'une des plus basses d'Amérique latine (environ 16%)...
- (3) A ce propos, lire Le Peuple Breton, n° 210.
- (4) Question chômage, le taux a officiellement dégringolé de 40% en 1979 à 17% en 1980, et à 12% cette année, 90.000 emplois ont été créés en 80. Calcul à été fait que, dans trois années, le chômage peut avoir disparu au Nicaragua.

Le Club de Loisirs et d'Action Jeunesse — mouvement d'adultes et d'éducation populaire — organise un voyage au Nicaragua en septembre 1981. Les personnes intéressées doivent rapidement prendre contact au C.L.A.J., 39, rue du Général Borgnis-Desbordes, 29200 Brest, ou par téléphone au 98/03.03.29, le mardi de 19 h à 21 h.

PEUPLES DU MONDE

Martinique

L'ex-président de la République avait le sens des formules et un jour il s'écria pris d'un soudain enthousiasme pour la France des Caraïbes: « Martinique, terre du rhum ». Il ne se trompait guère, pour une fois. Dans un contexte colonial où toute la vie économique des Antilles françaises s'écroule par pans entiers, le rhum est bien la dernière production sûre et stable des îles: chaque année la Martinique en produit pour 26.000 hectolitres d'alcool pur. Conséquence, un alcoolisme florissant. Chaque adulte consomme en moyenne 14,4 litres de rhum à 50 ou 55 degrés, et 45% des malades des hôpitaux généraux et psychiatriques sont des alcooliques. Voilà pour ce fleau colonial qui rappellera quelque chose aux Bretons. Mais les Blancs métrés et créoles s'y mettent à leur tour: les importations de boissons de type occidental montent en flèche. De 168 tonnes de whisky en 1972 on passe à 458 tonnes en 1979, et pour le champagne de 258 à 458 tonnes. La déprime atteindrait-elle aussi les fonctionnaires et les professeurs divers en poste sous le soleil des tropiques ?

Kurdistan

Le gouvernement de la province de Mardin (sud-est de la Turquie) a interdit l'usage de toute autre langue que le turc dans les bâtiments officiels de cette province à forte population kurde. Des affichettes indiquant que « parler une autre langue que le turc est interdit » ont été apposées sur toutes les portes des services officiels. « Les Kurdes que je reçois parlent le turc, ils peuvent donc le parler dans les autres services », a expliqué le gouverneur. Encore heureux qu'il n'ait pas eu le goût du platé et fait afficher: « défense de parler kurde et de cracher par terre ».

USA

Malheur aux vaincus! Malheur aussi à leurs petits enfants! Les peuples amérindiens aux Etats Unis n'ont de droits que dans la mesure où ceux-ci ne viennent pas contrarier les ambitions des Américains blancs. La preuve en est une fois de plus apportée par l'annonce de la prochaine expulsion hors de leurs terres ancestrales des Indiens Navajo et Hopi de Big Mountain dans l'Arizona. Le sous-sol de leurs réserves étant riche de charbon et d'uranium, le gouvernement fédéral ne songe plus qu'à les déloger. L'agie américain sait

relayer le vautour capitaliste dès qu'il y a du profit à faire. Quant aux « sauvages », ils peuvent bien aller vivre ailleurs: on leur donnera toujours assez d'alcool pour qu'ils puissent noyer leur chagrin, et si ils ne veulent pas comprendre les bienfaits de la civilisation, de nouveaux Guster en mal de Vietnam viendront leur enseigner ce que peut la pédagogie du fusil.

Afrique du Sud

Quand les racistes sud-africains manient l'humour noir... « Savez-vous que les Blancs ont 1,7 million d'automobiles, et les autres groupes de la population seulement 36653? Que le gouvernement dépense neuf fois plus d'argent pour l'éducation d'un enfant blanc que pour celle d'un enfant noir? Et qu'il revu égal un contribuable noir paie plus d'impôts qu'un blanc? ». Malgré ces arguments d'un haut niveau intellectuel, le parti nationaliste au pouvoir depuis toujours au pays de l'apartheid a perdu des voix aux récentes élections législatives (réservées aux blancs, cela va de soi). Certains l'ont trouvé trop mou. A noter cependant l'émergence politique d'un électoral modéré, ouvert à certaines réformes, surtout anglophone: shoring, isn't it?

Bon souvenir de Giscard!

Le 17 février 1981, Juan Trecet Sasre, l'un des sept livrés le 30 janvier 80 par les Français aux Espagnols déclare au Tribunal: « mes aveux ont été arrachés sous la torture ». Ce jour-là comparaissent avec lui Felix Garcia Rivera, Rafael Olasagasti, tous accusés d'actions contre Iberduero, et contre lesquels sont requis 75 ans de prison.

A cette occasion est inaugurée la nouvelle salle: le public est séparé par des vitres anti-balles. Les accusés sont placés dans une cabine insonorisée, elle-même isolée du tribunal dont la porte d'accès est blindée. Des micros, commandés par le Président, sont placés devant les juges, les avocats, les accusés. Lorsque Trecet dénonce la torture, le tribunal tente de l'interrompre. Il réussit encore à dire qu'il n'a « aucune confiance dans ce tribunal assassin ». Le micro lui est alors coupé, il essaie de l'arracher. Prévenus et public sont expulsés aux cris de « gora Eta » qui parviennent faiblement à travers les vitres. Trecet reçoit des coups.

Il sera condamné à 22 ans et 4 mois de détention, merci Giscard! merci Bonnet! merci Peyrefitte! (source: Embata).

RADIO - TÉLÉVISION - HI-FI
DISQUES - CASSETTES

Ets Jean QUÉMÉRÉ et Cie

37, rue Kéron - Tél. (98) 95.42.64
29000 QUIMPER

QUE VEUT ISRAËL ?

Chaque jour la tension augmente un peu plus au Proche-Orient et les risques de guerre s'y précipitent, avec toutes les menaces qu'un conflit israélo-arabe pourrait faire porter sur le paix du monde entier. La politique provocatrice du Premier ministre israélien Menahem Begin et du parti conservateur au pouvoir, le Likoud, débouchera-t-elle sur une catastrophe? Tout indique que pour se maintenir coûte que coûte au pouvoir Begin et les siens sont prêts à jouer avec le feu.

Un pays malade

Israël est en proie à une forte crise économique: l'inflation et le chômage sont les seuls secteurs économiques en croissance. Le poids d'un budget militaire démentiel écrase une économie fragile tandis que le soldo migratoire est devenu déficitaire. Il part aujourd'hui vers l'étranger plus d'Israéliens qu'il n'arrive de juifs choisissant de s'y établir. La lassitude devant les lourdes obligations militaires semble gagner une partie de la population, déçue de ses espoirs de paix née de la capitulation du Président égyptien Sadate à Camp David. L'atmosphère est devenue bien morose à Jérusalem.

Begin le sait si bien qu'il n'entend pas laisser à son opposition travailliste l'avantage d'exploiter une situation sociale et économique catastrophique à tous égards. Il lui faut trouver des vœux ailleurs, en donnant en pâture à son opinion publique les sinistres exploits de son armée et de ses tueurs.

L'ingérence au Liban

Presque quotidiennement les avions israéliens viennent attaquer de soudains camps militaires palestiniens au Liban qui en fait le plus souvent de simples camps de réfugiés. Les victimes se comptent par dizaines, et ce sont toujours des civils. Prétextant les dangers que feraient peser sur sa sécurité les Palestiniens et les Syriens leurs alliés, Israël jure au camp chrétien conservateur une aide précieuse qui va jusqu'à entretenir une véritable armée privée sur la bordure sud du Liban: le Commandant Hadad, ex-officier libanais chrétien, est directement équipé par Israël qui se sert de la bande de territoire qu'il contrôle comme d'un glacis destiné à rendre impossible les raids des feidaysins palestiniens en territoire hébreu. A plusieurs reprises Jérusalem a d'ailleurs dû reconnaître que plusieurs de ses officiers qui servaient dans cette bande avaient été tués. Le démantèlement de l'Etat libanais est ainsi amorcé par la création d'un micro-état fantôme, ce qui n'est acceptable pour aucun état arabe ni par la majorité écrasante des Libanais eux-mêmes, quelles que soient leur confession ou leur attitude politique.



Nonami Neuman/Gamma

Les tueurs sionistes

Naim Khader, représentant de l'OLP à Bruxelles, est le dernier en date des martyrs de la cause palestinienne. Abattu de cinq coups de revolver le 1^{er} juin alors qu'il quittait son domicile, ce Palestinien de religion chrétienne était connu pour sa modération et son esprit de dialogue: intolérable pour des hommes qui présentent tous les feidaysins comme de dangereux brigands à abattre sous tous les prétextes, car voulant résister à la mort tous les Juifs établis en Palestine. C'était tellement mieux quand les commandos détournaient des avions de lignes régulières et menaçaient de tuer tous les pas-

sagers... Malheureusement pour Begin et les « laouons » israéliens, l'OLP avec Yasser Arafat son Président, n'a jamais pensé à détruire les communautés juives de Palestine: elle veut seulement obtenir pour son peuple chassé de ses terres à plusieurs reprises depuis 1947 le droit de revenir chez lui pour y vivre de façon pacifique et digne. Nuance insaisissable pour les esprits sionistes gonflés de mauvaise foi.

Des avions contre l'atome

Le dimanche 7 juin une escadrille d'avions supersoniques attaque et détruit entièrement la centrale expérimentale de Tamuz dans la banlieue de Bagdad, capitale de l'Irak sous prétexte qu'elle pouvait servir à la fabrication d'une bombe atomique. Menahem Begin donne comme justification les propos du Président Saddam Hussein dans le journal Al-Tawra du 4 octobre 1980: « La centrale atomique de Tamuz est bien destinée à servir contre l'ennemi sioniste ». Vérification faite, jamais le numéro de ce journal n'a comporté une interview du Président Hussein. Menahem Begin déclare encore qu'un laboratoire ultra secret avait été construit en cachette sous la centrale, quelque peu gêné le commandant de l'armée de l'air israélienne, le général David Iru, précise que ses services n'ont jamais eu connaissance d'un tel laboratoire construit à 40 mètres ou à 4 mètres, selon les jours, de profondeur, au nez et à la barbe des techniciens nucléaires français et italiens.

Que veut Begin? Gagner les élections. Avec une recette miracle: écraser sous les bombes tout ce qui est arabe. Parler de la paix, mais la torpiller. Faire la guerre pour gagner des voix. Et qu'importe après tout la douleur des peuples libanais et palestiniens? Ce ne sont que des arabes. Voilà comment dans un pays dit démocratique on désigne les dirigeants élus pour le pire à défaut de l'être pour le meilleur.

Jean-Christophe Cassard.

Le respect d'un principe...

Ce n'est pas sans une grande émotion que les camarades de l'Union Démocratique Bretonne ont appris le lâche attentat dont a été victime à Bruxelles le 1^{er} juin Naim Khader, représentant de l'OLP.

Tous les membres de notre parti et son Bureau Politique prennent part à la douleur du peuple palestinien devant la mort de l'un des siens et s'inclinent devant la dépouille de cet homme juste qui ne demandait que le respect d'un principe universellement admis: la libre disposition pour chaque peuple de son destin et de sa terre.

En ces circonstances tragiques, je vous prie de bien vouloir transmettre à la famille de Naim Khader et à l'ensemble des Palestiniens l'expression de nos sentiments fraternels. Mais nous savons aussi que de tels agissements terroristes ne peuvent que renforcer votre détermination à lutter contre l'intolérable violence sioniste et, dans ce combat, l'UDB sera toujours à vos côtés.



Kergrist Jean. Né en 40. Domicilié à Glomel. Clown.

UN JOUR
AVEC...

JEAN KERGRIST

Le charme décapant d'un clown en balade

Le Peuple Breton

Plogoff, 14 mars 80. Planté devant les rangs des gardes mobiles, il présente aux habitants son registre d'enquête personnel: un album de tapisseries, ouvert à la page rose-bonbon, que chacun peut signer sans autre surveillance que celle d'un nez rouge bombé à souhaît. Puis, coiffé d'un casque-marmite surmonté d'une antenne tordue, il passe en revue les bouciers, remet-

tant à chacun de leurs propriétaires une affiche du Clown Atomique. Dans son sillage, un capitaine récolte les documents un à un sous son bras. Un bras qu'il resserre imperceptiblement lorsque celui qui le précède s'avise d'exhorter ainsi ses troupes: «Tout garde mobile qui conserve son diplôme avec lui sera exempté de pavés dans la figure». Et vous trouvez ça drôle?

Une ferme à la sortie de Glomel. Matinée ensoleillée, accueil souriant. Il est là, sur le seuil, cheveux longs ébouriffés, en jeans et tee-shirt. Il paraît plus grand que lorsqu'il est affublé de ses haillons de spectacle. Son ton et son comportement surprennent un moment: on n'est pas habitué à ce calme du personnage. Une impression qui se modifie dès les premiers mots prononcés. Décidément, aucune rupture entre l'homme et l'artefact. Le trait est mordant quelle que soit la circonstance.

«Tu connais François Martin?» — Ben, non... «C'est le directeur artistique de FR3-Bretagne. Depuis trois ans, c'est-à-dire depuis que je suis revenu vivre en Bretagne c'est quelqu'un qui m'a toujours refusé un rendez-vous, n'a jamais répondu à mes lettres. A aucun moment, je n'ai pu lui parler au téléphone. C'est l'homme invisible de

l'audio-visuel. Tu vas voir, on va l'appeler».

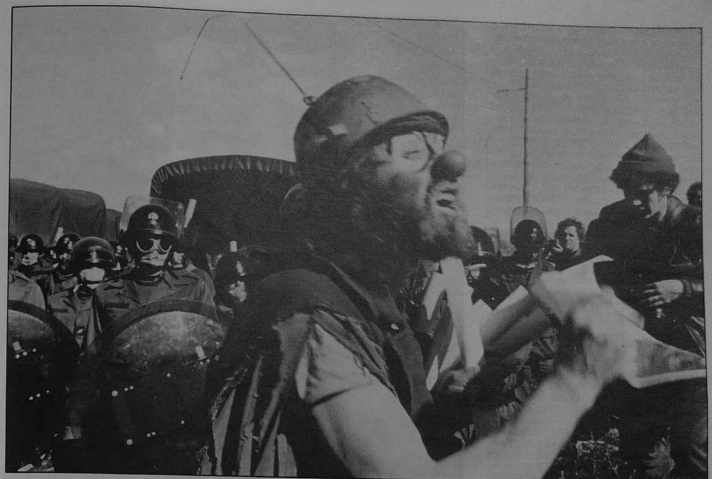
A l'autre bout du fil, le standard renvoie: «M. Martin n'est pas là. Il faudrait rappeler la semaine prochaine» — «Mais il est bien toujours directeur artistique» — «Oui».

Vous connaissez?

Explication. «En juin 80, je devais participer à un festival à Rohan. En février, contacts et accords sont pris pour qu'une équipe FR3 vienne filmer mes spectacles durant trois jours, en plein air, au bord du canal de Nantes à Brest. Quinze jours avant les réjouissances, mot d'excuse de la réalisatrice: elle ne pourra couvrir l'événement, étant sur le point d'accoucher. On appréciera la révélation. Résultat: le projet est

retombé sous le coude du directeur artistique. Même chose pour le fest an Dro qui aura lieu à Belle-Ile les 18 et 19 juillet prochain. En début d'année, j'ai proposé à Martin un tournage qui promettait d'être pas mal. Filmer le chargement de mon corbillard sur le bateau, son déchargement par les marins du port, et le spectacle donné sur le quai ensuite. Si ça, c'est pas télévisuel... Eh bien, rien, aucune réponse (!) Alors, j'ai ce qu'on appelle un contentieux avec le personnage. Je serais curieux de savoir combien d'artistes bretons ont été en contact ne serait-ce qu'une seule fois avec lui. Ce serait pas idiot qu'on se voit pour décider de la suite des événements».

Pour Jean Kergrist, le fait d'être passé plusieurs fois à la radio régionale n'a pas grande signification: «Vu les heures d'écoute, ça sert plutôt d'exutoire. Mais



Thierry Deux

ce que je ne peux pas accepter, ce sont ses refus. Si j'insiste, c'est pas tellement pour moi. C'est une question de principe: les téléspectateurs payent une redevance et devrait pouvoir profiter d'un minimum du reflet de ce qui se passe en Bretagne. J'estime qu'avec 200 à 300 spectateurs par soirée durant une grande partie de l'année, j'ai gagné le droit de me faire connaître. Je ne suis pas le seul dans ce cas. «Et d'ajouter en clin d'oeil: «Même si le fait de passer à la télé sous l'ancien régime aurait plutôt nui à mon image de marque».

Apparemment, l'adage qui veut que nul ne soit prophète en son pays pêche parfois par excès. Des spectacles entiers de Kergrist ont été filmés et sont passés aux télévisions québécoises, suisses, italiennes. Les dix ans qu'il a passés à Lyon n'ont pas précisément été placés sous le signe d'un anonymat tant télévisuel (mis à part le fait qu'on dérange moins la TV locale lorsqu'on n'est pas du coin) que littéraire (édition de contes bretons) ou théâtral (mises en scène).

De retour au pays, il s'est rapidement heurté à cette contradiction soigneusement entretenue: ses spectacles étant axés sur l'actualité politique, ils apparaissent davantage au domaine de l'information qu'à celui du divertissement. Ce genre d'imposture trouve sa justification dans le fait que Kergrist parle beaucoup, chaque mot portant, lorsqu'il se présente au public. Mais la moindre phrase émise en relation directe avec ses gestes, la moindre tirade se colorant de la présence et de l'utilisation sur scène d'objets et accessoires divers, c'est vrai-

ment d'un tout, difficilement fractionnable, qu'il s'agit. Alors, pour éviter de rendre compte intégralement d'une réalité (populaire en l'occurrence) c'est la solution de l'étiquette «engagé», «contestataire» qui est retenue pour servir de paravent.

Epouser le terrain

Barre, Giscard, Chirac, Jean Kergrist ne s'en cache pas. Et, ont compté parmi ses principaux inspirateurs. Un passé composé de rigueur, depuis le dix mai. Quoique les changements politiques, s'ils remettent en question — et pour cause — le contenu de ses pièces, peuvent parfaitement être de nouveau source du même genre d'inspiration. «Le clown Atomique, c'est le type de spectacle que j'aimerais bien finir, mais avec le débat qui s'annonce à l'Assemblée sur l'énergie nucléaire, il est malheureusement possible qu'il colle à l'actualité».

Pour les cibles personnalisées, c'est un peu différent. «J'espère bien ne plus avoir de têtes de turc politiques. Mais c'est toujours envisageable. Pas de la même façon. Depuis le début de l'année, il m'est arrivé de jouer devant des gens qui sont aujourd'hui ministres. Ça ne s'était jamais produit avant. C'est assez insolite».

Quand à la conception même de l'exercice de son métier, Kergrist la pose en termes nuancés. «A présent, je peux envisager de monter des pièces regroupant dix à quinze personnes (avant, c'était hors de question). Des pièces qui, sans l'écluser, dépasseraient le strict cadre politique. Mais je n'oublie pas les



Le Peuple Breton

années que j'ai passées à Lyon. J'y ai connu la pesanteur administrative, les structures lourdes du fonctionnement d'un théâtre. Je m'en méfie, tout comme je redoute un peu d'être repris par la routine qui fait qu'on ne peut plus épouser le terrain, avoir une souplesse suffisante. En termes militaires, (si j'ose dire) je me sens plus un fantassin qu'un artiller. On me proposerait une mise en scène à la Maison de la culture de Rennes par exemple, je pense que j'accepterais, mais ce type d'intervention ne pourrait être que ponctuel. Si j'éprouve le besoin de fonctionner en troupe de théâtre, il n'est pas vital. D'abord parce que, pour les subventions notamment, il faudrait repasser par les structures institutionnelles, ce qui ne correspond pas tellement à ma sensibilité. Ensuite, depuis que je joue seul, je n'ai jamais autant travaillé en groupe, que ce soit avec les Paysans-travailleurs, les anti-nucléaires, les écoles, ceux qui sont dans les luttes en général.

Complice

L'air de rien, l'après-midi s'avance. La première étape d'une courte tournée bretonne puis vendéenne n'est pas toute proche. St André des Eaux, au sud de Dinan. Le camion est chargé, prêt à partir. À l'avant le fiston, Gwenaél dit le Clown Pépé. Un drôle de petit bonhomme qui, à 9 ans, possède déjà un langage et un sens du spectacle assez étonnants. Difficile de dissocier son rôle du travail réalisé par son père. D'une part, il lui arrive de participer à ses spectacles (et parfois de la première à la dernière minute), de l'autre sa fonction durant les répétitions dépasse celle du simple exécutant. Grâce à une solide mémorisation du geste et de la parole, il est un complice précieux. Mais ça, ce n'est pas la peine d'aller le lui dire. Il s'en doute déjà suffisamment comme ça.

Arrivée à St André des Eaux. Renseignements pris auprès de l'Amicale Laïque qui organise, faut se déplacer légèrement vers l'ouest. La région ne fourmille pas de salles de fêtes, il y en a une à quelques kilomètres, à St Juvat.

À l'intérieur, une soixantaine de chaises disposées en demi-cercle. Devant, des tapis sur le sol, derrière, une dizaine de bancs. Installée au bas de la scène, une grande tente cubique composée de lourdes tentures abrite le matériel de l'artiste.

9 heures passées. Vu la douceur de l'atmosphère extérieure, les spectateurs ne vont pas trop se bouculier pour entrer à l'heure prévue.

«S'il y a quelque chose que je veux continuer à faire, c'est venir dans les villages, dans les bourgs» dit Jean Kergrist. «Pour rencontrer des gens, pour avoir un autre rapport avec le public, une relation différente que lors des spectacles donnés dans des manifestations, des fêtes, ou que dans les M.J.C. et maisons de la culture. Et tant pis si ça paye pas».

Le fric, on en avait pas encore parlé. «Je refuse de pratiquer l'écrémage des cachets qui consiste, entre trois propositions à choisir celle qui rapportera le plus. Lorsque je refuse des spectacles, c'est en fonction de mes disponibilités.



Le Peuple Breton

Ou de la distance: faire cinq cent bornes pour ne jouer qu'une fois, c'est pas spécialement intéressant».

A coups de briques

Toujours dans la partie financière: «Je préfère expliquer aux gens ce que je gagne. En plus, ça permet des discussions pas forcément tristes. À Dol, près de Jugon, après un spectacle, un paysan vient me demander combien je prends pour la soirée. Réponse: 1200 F. En une heure et demie, t'as vite fait de gagner de l'argent! — Et toi, quand tu emmènes ta vache au marché, combien tu la vends? — 5000 F — Et combien tu mets de temps pour la vendre ta vache? — Oh! en une demi-heure, c'est réglé — Eh ben, tu vois...».

On en arrive à la notion de salaire: «Une heure de spectacle, ça me fait une douzaine d'heures de boulot: répétition, préparation, voyage, installation, etc... Les deux tiers de l'argent d'une soirée s'en vont en frais. Ces frais, qui sont fixes, je les divise par le nombre des spectacles que je fais à l'année pour déterminer le montant de chacun d'eux. Je n'ai aucune intention de perpétuer cette notion du cachet qui contribue au mythe — dépassé et déplacé — de l'artiste. Ce cachet, on ne sait pas trop ce qu'il y a à l'intérieur, c'est une sorte de récompense, de reconnaissance globale qui repose sur rien de précis».

En liaison avec cette réputation de l'artiste qui se bâtit à coups de briques: «Pourquoi privilégier des noms sur les affiches en les faisant imprimer en plus

gros caractères que les collègues moins connus? Pour attirer les gens, parce que l'argent doit rentrer dans les caisses? C'est une raison. Mais ça montre une drôle d'opinion vis-à-vis du public. Pourquoi ne pas laisser aux gens le soin d'établir eux-mêmes une hiérarchie selon leurs goûts? A mon avis, ces hit-parades imposés par les organisateurs autant que par la majorité des artistes n'ont pas de raison d'exister».

C'est tout droit

Du fond de la salle, une porte s'ouvre sur ce qui a probablement dû être une bicyclette. Dessus, le clown, dont les hanches sont aussi indéfinissables que sa traversée du public, que son apparition sous les projecteurs.

Ce soir, on cause agriculture. C'est le retour à la terre du gars de la ville. C'est l'assurance bien ancrée dans sa tête du: «Comme Alexiss, comm' Débatiss faut qu'il réussiss!».

Initiation: «Labourage pâturage et Crédit Agricole sont les trois mamelles de la France». Mode d'emploi: un rouleau de papier hygiénique sur lequel est imprimé le planning quotidien du Plan de Développement Terre: vingt hectares au départ avec rapide intervention de l'armée qui vient en souffler dix: le colonel qui négocie promet que la nature sera respectée: la guerre se fait bien à la campagne.

Soustractions: moins deux hectares pour les pylônes d'EDF. Addition: un hectare de gagné grâce au remboursement, c'est-à-dire à la DDDA (Direction Départementale de la Destruction de l'Agriculture).

Les courbes de la rivière du paysan ont disparu: maintenant, c'est tout droit. Elle brille comme un sou neuf. Forcément, avec du nitrate dedans. C'est dangereux le nitrate, les enfants. S'il arrive dans l'eau des biberons, ça fait mourir les petits bébés, et c'est dangereux pour le bétail.

«Et les bêtes, faut y faire attention» affirme-t-il en circulant parmi le public.



Le Peuple Breton

augeant sans ciller les promesses de ses vœux, vaches et faureaux.

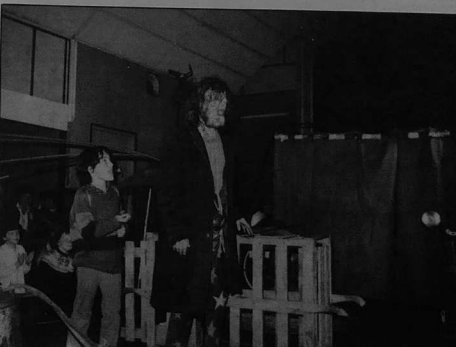
C'est au trou que le Clown Agricole finira. Il a loupé l'ascension de ses collines. Le petit Pépé vient le délivrer moyennant la modique rançon d'un carambar. Qu'il ne verra d'ailleurs jamais. Pas plus du côté de son prisonnier que de celui du public qu'il attend à la sortie.

Comédien, va.

Pierre Gallais.

(1) Les faiseurs d'images intéressés par l'événement peuvent des à présent téléphoner au (86) 29.63.05.

Tournée d'été. Juillet: La Roche-Derrien (11), Pontivy (12), Plouagat (14), Paimpont (16), Belle-Ile (18 et 19), Tremargat (24), Jugon-les-Lacs (25), Douarnenez (30) — Août: Plene-Jugon (1*), Colpo (2), Sulniac (3), Dinard (13), Coutances (14 et 15), Moustoir-Ac (16).



Le Peuple Breton

pb.service

Assemblées gallaises

Du 16 au 19 juillet en Brocéliande (56 Concorret): Découverte du milieu, débats, musique, contes, théâtre en gaulois. Le 19 grand muséum avec la Guignette et autres sonneux; le 18, jeux traditionnels, animation musicale, participation d'artisans locaux, plus grande veillée celtique.

Stage

Energie hydraulique, le 26 juillet — S'inscrire au CREPTAB, Ecole Publique, 29126 Lorient.

Congrès celtique international

A Lannion, du 18 au 23 juillet. Exposition: «Les pays celtiques» au centre J. Savignac. Festivals: le 18 et 22 juillet. Concert de harpe le 19. Soirée celtique le 20 à Lannion et à Pleroc. Soirée musique le 21 à Lannion et à Trégastel. Théâtre le 23. Réserv. «Kandach Kettek, Rue Savignac, 22300 Lannion».

Stage gravure

Du 18 au 27 août, stage de gravure en taille douce. Inscr.: Mairie de Douarnenez, 98-92-1818.

Médecines douces

Pour ceux qui seront du côté de Valence. Trois stages d'une semaine (20 au 25 juillet, 27 juillet au 1 août, 3 au 8 août) sont organisés dans la Drôme par le Centre d'Etude des Médecines Douces. Inscr.: GEMO, 35, chemin du Gilet, 91100 Saclay. Tél. 01.75.54.68.

POUR APPRENDRE LE BRETON CET ÉTÉ

● **Vannes** — Stage intensif de breton vannetais du 2 au 8 juillet à l'Institut consultative Org. I.P.L.B. Bro Gwened. Inscr.: Jean-Claude Le Ruget, Ecole Publique, 56840 Ile d'Arz. Tél. 97/26.34.65.

● **Lorient** — Stages en formation continue du 7 au 11 septembre. Org. Ar-Skol Vreizh, F.O.L. et Al Leur Nevez. Inscr.: 4, rue Auguste-Nayel, B.P. 124, 56103 Lorient.

● **Loctudy** — XIII^e session d'études bretonnes du 30 août au 5 septembre. Org. I.P.L.B. et Skol Vreizh. Inscr.: Ar-Falz/Skol Vreizh, 1, place du Marchaisch, 29210 Morlaix. Tél. 98/62.17.20.

● **Riec-sur-Balou** — Stage du 24 au 29 août. Org.: bretonnants de la région de Concarneau, Riec, Clohars et Langonnet. Inscr.: Simons, Le Borne, Lanvoez, 29124 Riec. Tél. 98/06.04.77.

● **Lorient** — Cours intensif du 3 au 8 août. Org.: Kuzul ar Brezhoneg. Inscr.: 28, rue des 3 Frères Le Goff, 22000 St Brieu. Tél. 96/33.26.66.

● **Brasparts** — Stage du 15 au 26 juillet. Org.: Bleun Brug. Inscr.: 5, rue Francis Jammes, 29200 Brasparts.

● **Spézet** — Centre de vacances bretonnant pour enfants de 6 à 12 ans. Org.: agréé par Yvanne et Sports. Inscr.: Kresenne Vakansou Bugale Brezhoneg, 11, rue de St Aior, 29000 Quimper. Tél. 98/90.20.38.

SERVAT

Hommage à René-Guy Cadou

13 poésies de Cadou mises en musique... Je me suis souvent demandé comment des poètes-musiciens (Ferrat, Brassens, Ibanez, Servat) réussissent à bien mettre en musique des paroles qu'ils n'avaient pas écrites. Ce doit être le fait d'une profonde complicité d'idées, d'un « ressentir » d'émotions. Comment Servat ne pouvait-il pas être « transcendant » par des textes qui lui colent si bien à la peau et au cœur. Car c'est bien de transcendance qu'il s'agit, pour avoir si bien su illustrer, appuyer, faire décoller des textes qui méritent tant d'être dits. On retrouve dans ce disque toutes les intonations auxquelles Servat nous a habitués, les coups de cœur, les coups de gueule.

Une sensibilité exacerbée: « L'enfant du garde », « La neige rouge », « Interdit aux Nomades », « Les oiseaux ». De la joie qui donne envie de chanter avec les enfants de l'école de Marsenderie, « Des ouïs dans la haie », « Amis d'enfance » et la magnifique « Automne ». Des images qui défilent: « On fait de la fois le long de ses paupières », « O temps charmant des brumes douces / Le vent souffle sous le préau / Mais le tiens entre paume et pouce / Une rouge pomme à couteau ».

Gilles Servat a fait de nombreuses recherches de sons, d'harmonie originale, de mélodies en relief. Une musique très présente donc qui flirte avec les saxos de Jean Chevalier et les guitares de Jean-Louis Cornilleau et Bernard Gros-mollard. On se retrouve dans les ambiances musicales très riches de « la liberté brille dans la nuit » et « le pouvoir des mots ». Les frissons nous parcourent du début à la fin, et quand « L'automne » se termine, on vient vite à « L'aventure marine » pour prolonger les climats d'opéisme et de douce sérénité qui enveloppent cet humble hommage. Il pleut encore en juin, les arbres sont verts, quelque chose vient de changer... Je pense à vous Gilles et René-Guy.

Y.F. Langoët

«Hommage à René-Guy Cadou» - Kalondour, 6313 140, Dis. Phonogram.



Claude Delorme

lettre
décor
sérigraphie



Z.A.C. de BREST
Kergaradec
Tél. 02.10.63



8 et 10, Place de la Liberté
Tél. 44.59.03 BREST
SERVICE APRÈS-VENTE

CAISSES ENREGISTREUSES SWEDA
MACHINES À ÉCRIRE ET À CALCULER
MEUBLES ORDO - ATAL
BALANCES - PHOTOCOPIEURS



SNACK-BAR
Place de la Liberté
Téléphone : 80.19.19
Ouvert de 12 h. à 24 h.



SNACK-BAR
RECOUVRANCE
Téléphone : 45.08.50
Ouvert JOUR et NUIT

Presses Populaires de Bretagne

Le breton,
La jeunesse d'une
vieille langue

Fañch Morvanou

En vente partout et à : B.P. 304
29273 Brest Cédex (28F+3F de port)

HENAUULT

Photo - Ciné

5, place Le Flô
LESNEVEN
Tél. 83.00.15

BAR - CRÊPERIE

"CHEZ TOM"

Guinness et Gueuze à la pression
18, rue Notre-Dame - 29260 LESNEVEN
Tél. 83.15.14

Dégustation à l'étage - Crêpes à emporter

LA VIGNERIE CATALANE

CAVE DE VINS CATALANS

Rouge - blanc - rosé - apéritif

VRAC et BOUTEILLES

17, rue Bruat - St-Martin - Brest

Dégustation gratuite - Tél. 46.29.71

A VENDRE MATÉRIAUX

en direct à prix de gros

Laine de verre : 16,00 f/m²

Isolant Styrodur : 27,00 f/m²

Cloison sèche aggl. : 44,00 f/m²

Lambris florid : 40,60 f/m²

Autre produits sur demande : bois et dérivés

Transmettez-nous vos besoins. Par notre intermédiaire vous serez servis moins cher près de chez vous par un grossiste.

KENOBER-MATÉRIAUX

(Groupement d'achats)

B.P. 42 - 29120 PONT-L'ABBÉ

Tél. - l'après-midi (98)87.66.52

BAR - RESTAURANT



"CHEZ ANNICK"

MESMERIEN - 29200 BREST

Tél. (98)02.19.73

Auto-Ecole Michel LE ROZEC

Bureau : 10, RUE COLBERT, 10
29200 BREST - Tél. 44.52.81

Domicile : 74, RUE ARMORIQUE, 74
29200 BREST - Tél. 45.23.64



11^{ème} FESTIVAL
INTERCELTIQUE
de LORIENT
du 7 AU 16 AOÛT 1981



8 PIPE-BANDS
50 GROUPE FOLK
CHAMPIONNAT
NATIONAL
des BAGADOÙ
EXPOSITIONS
UNIVERSITÉ d'été

10 JOURS
150 MANIFESTATIONS

4500 MUSICIENS, CHANTEURS, DANSEURS
ARTISTES, ÉCRIVAINS, SPORTIFS
des régions celtiques

BRETAGNE
ÉCOSSE
IRLANDE
PAYS DE GALLES
GAULE
Île de MAN
CORNOUAILLES

keltia-musique



1, place au Beur
29000 QUIMPER
TÉL. : (98) 95.45.82

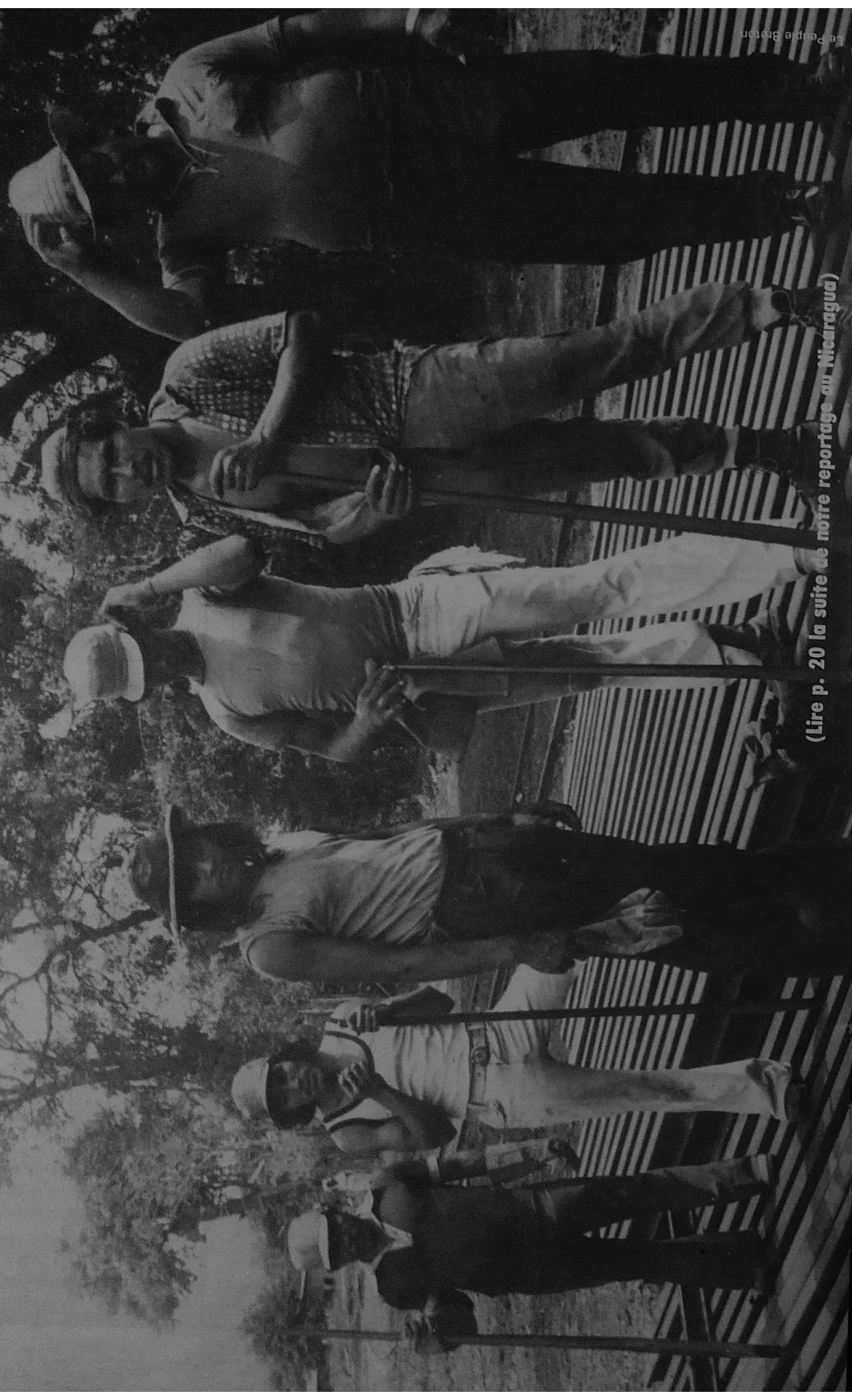
DISQUES
LIVRES,
ET
INSTRUMENTS
DE MUSIQUE
DES PAYS
CELTIQUES

ENREGISTREMENTS - ÉDITIONS de DISQUES et CASSETTES

Kenober
ÉLECTRICITÉ GÉNÉRALE

17, Avenue de la Libération
QUIMPER
Tél. 90.63.33

DUPAIN AVEC LA DIGNITE



(Lire p. 20 la suite de notre reportage au Nicaragua)

Le Peuple Breton